

Extractivismes, résistances et alternatives dans un monde globalisé

**Colloque international de l'APAD, Université Catholique d'Afrique Centrale (UCAC),
du 27 au 29 mai 2026**

Liste des panels à publier

1. Action publique, extractivisme et dynamiques territoriales : rapports de pouvoir, résistances collectives et recompositions socio-politiques

MBOG IBOCK Martin Raymond Willy, Université de Douala (Cameroun), email: ibock_martin@yahoo.fr

L'extractivisme, défini comme l'exploitation intensive des ressources naturelles (minerais, hydrocarbures, terres, forêts) [Gudynas, 2009], bouleverse les dynamiques territoriales à l'échelle locale et globale [Bebbington, 2009; Arboleda, 2020]. Porté par des coalitions d'acteurs étatiques, de multinationales et parfois d'élites locales [Svampa, 2013; Harvey, 2004], il entraîne des impacts socio-économiques, environnementaux (déforestation, pollution, perte de biodiversité) et des inégalités, particulièrement pour les communautés marginalisées [Alimonda, 2015; Chagnon et al., 2022]. Ces territoires deviennent des espaces de conflits où s'opposent États, entreprises, populations autochtones et société civile [Thomas, 2013; Bos et Velut, 2016; Le Gouill, 2016].

L'action publique, oscillant entre promotion économique, régulation et réponse aux revendications [Dupuy et Halpern, 2009; Magrin, 2013], joue un rôle ambivalent. Souvent perçue comme biaisée en faveur des intérêts économiques [Bednik, 2016; Fournis et Fortin, 2015], elle suscite des résistances variées : mobilisations communautaires, actions judiciaires, campagnes transnationales [Chabanet et Giugni, 2010; Siméant et al., 2015]. Ces résistances redéfinissent les rapports de pouvoir, favorisent des alliances inédites entre communautés, ONG et universitaires [Farthing et Fabricant, 2018; Aubertin, 1993], et promeuvent des modèles alternatifs de développement [Acosta, 2013; Empereire, 1996], marquant des recompositions socio-politiques profondes [Fillieule, 2001; Ollitrault, 2004; Pinton et Aubertin, 2000].

Les contributions attendues pourront s'inscrire dans l'un ou plusieurs des axes suivants, sans se limiter :

Action publique : régulation, légitimation et asymétries de pouvoir

Comment les politiques publiques orientent-elles l'extractivisme et ses conséquences socio-écologiques dans un contexte de pressions économiques et sociales ? L'extractivisme, caractérisé par l'exploitation intensive des ressources naturelles [Gudynas, 2009], est souvent promu par les États comme levier de croissance économique [Svampa, 2013], mais il engendre des impacts socio-écologiques majeurs, tels que la déforestation, la pollution et l'accentuation des inégalités [Alimonda, 2015; Chagnon et al., 2022]. Les instruments législatifs (lois minières, cadres environnementaux) [Bebbington, 2009], fiscaux (redevances, exemptions) [Harvey, 2004], ou normatifs (certifications, audits) [Fournis et Fortin, 2015] mobilisés pour réguler l'exploitation des ressources naturelles présentent des limites structurelles (manque de

cohérence, faiblesse des sanctions) et conjoncturelles (corruption, pressions économiques) [Bednik, 2016; Magrin, 2013].

Dans quelle mesure l'action publique atténue-t-elle ou aggrave-t-elle les déséquilibres de pouvoir entre États, entreprises multinationales, communautés locales et autres parties prenantes ? Les États, tiraillés entre promotion de l'extractivisme et réponse aux revendications socio-environnementales [Dupuy et Halpern, 2009], adoptent des postures ambivalentes, souvent biaisées en faveur des intérêts industriels [Le Gouill, 2016]. Les résistances collectives, incluant mobilisations communautaires et campagnes transnationales [Chabanet et Giugni, 2010; Siméant et al., 2015], redéfinissent ces rapports de force et promeuvent des alternatives de développement [Acosta, 2013; Empereur, 1996]. Les contributions sont invitées à analyser des études de cas révélant les contradictions entre les discours officiels de durabilité (plans de transition écologique, engagements internationaux) [Pinton et Aubertin, 2000] et les pratiques de légitimation des projets extractifs, marquées par des compromis avec les industries ou des failles dans l'application des régulations [Bos et Velut, 2016; Farthing et Fabricant, 2018].

Résistances collectives et mobilisations territoriales

Quelles formes prennent les résistances à l'extractivisme, de l'exploitation intensive des ressources naturelles [Gudynas, 2009], allant des manifestations locales spontanées aux réseaux transnationaux coordonnés, en passant par les recours judiciaires (litiges environnementaux, droits humains) [Siméant et al., 2015] et les pratiques alternatives comme les économies solidaires, l'agroécologie ou la souveraineté alimentaire [Acosta, 2013; Pinton et Aubertin, 2000]? Les communautés locales, souvent marginalisées, s'organisent pour défendre leurs droits fonciers, préserver leurs territoires et protéger leurs modes de vie face aux projets extractifs [Alimonda, 2015; Bebbington, 2009]. Ces résistances incluent des stratégies variées : blocages, campagnes médiatiques et plaidoyers internationaux [Chabanet et Giugni, 2010], souvent soutenues par des alliances avec des ONG, des universitaires ou des réseaux militants transnationaux [Farthing et Fabricant, 2018; Le Gouill, 2016].

Cet axe explore l'impact de ces mobilisations sur la reformulation des politiques extractives et les dynamiques de négociation avec les acteurs dominants, comme les États et les multinationales [Svampa, 2013; Harvey, 2004]. Cependant, ces mouvements font face à des défis : tensions internes dues à des divergences stratégiques ou à l'hétérogénéité des intérêts [Fillieule, 2001], répression étatique via la criminalisation des activistes ou la militarisation des territoires [Chagnon et al., 2022], et risques de cooptation par des élites économiques et politiques cherchant à neutraliser les contestations [Bednik, 2016; Bos et Velut, 2016]. Les contributions sont invitées à analyser les dynamiques de ces résistances, leurs succès, leurs limites et leur rôle dans la redéfinition des rapports de pouvoir [Ollitrault, 2004; Magrin, 2013].

Recompositions socio-politiques et transformations territoriales

Comment l'extractivisme, exploitation intensive des ressources naturelles [Gudynas, 2009], et les résistances qu'il suscite redessinent-ils les structures sociales, politiques et territoriales ? Ces dynamiques engendrent des innovations en matière de gouvernance (conseils communautaires, cadres participatifs) [Siméant et al., 2015], de participation citoyenne (consultations préalables, assemblées populaires) [Farthing et Fabricant, 2018], et de conflictualité (nouveaux rapports de force, litiges territoriaux) [Bos et Velut, 2016; Le Gouill, 2016]. Les territoires extractifs voient émerger des mutations des identités collectives,

marquées par la revitalisation des appartenances culturelles (autochtonie, traditions locales) [Alimonda, 2015] ou l'apparition de solidarités translocales [Chabanet et Giugni, 2010].

Les recompositions des élites locales, redéfinies par leur positionnement face aux projets extractifs [Svampa, 2013], s'accompagnent de dynamiques d'inclusion (accès à la prise de décision) ou d'exclusion (marginalisation des groupes vulnérables) [Chagnon et al., 2022; Harvey, 2004]. Les résistances, portées par des communautés souvent marginalisées [Bebbington, 2009], favorisent des visions alternatives du développement, comme la justice socio-environnementale, le *buen vivir*, la décroissance ou les modèles post-extractivistes [Acosta, 2013; Pinton et Aubertin, 2000]. Ces visions, soutenues par des alliances avec ONG et universitaires [Ollitrault, 2004], influencent les cadres institutionnels (politiques publiques, législations) [Dupuy et Halpern, 2009; Magrin, 2013] et les paradigmes de gestion territoriale [Bednik, 2016]. Les contributions sont invitées à analyser les tensions entre ces visions et les modèles dominants de développement [Fournis et Fortin, 2015], ainsi que leur potentiel à redéfinir les rapports entre société, territoire et ressources [Emperaire, 1996].

En interrogeant ces processus, le panel cherche à éclairer comment l'extractivisme et les réponses qu'il suscite reconfigurent les territoires, les appartenances collectives et les paradigmes de développement, tout en ouvrant des perspectives pour une gouvernance plus équitable et durable des ressources naturelles.

2. Migrations rurales et extractivisme foncier dans le bassin du Congo : Un autre regard sur la dépossession foncière ?

Manga Edimo (Institut des Relations Internationales, mangae@outlook.fr) et Christophe Mvogo (Université de Yaoundé 1, mvgochristophe501@gmail.com).

La Jeune Équipe Associée à l'IRD (JEA) dénommée GLOGORENA (Mondialisation et gouvernance des ressources naturelles dans le bassin du Congo) est un dispositif de recherche en sciences sociales financé par l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Ce dispositif vise la formation par la recherche, la production et l'exploitation de données empiriques. Dans le cadre du colloque de l'APAD de 2026, la proposition de panel de la JEA-GLOGORENA a été retenue.

S'étendant sur plus de 3,7 millions de kilomètres carrés et couvrant six pays d'Afrique centrale, le bassin du Congo est la deuxième plus grande forêt tropicale humide au monde après l'Amazonie. Sanctuaire de la biodiversité, il joue un rôle fondamental dans la régulation du climat mondial, le stockage du carbone et la préservation de millions d'espèces animales et végétales. Par ailleurs, le bassin du Congo est un élément central dans la vie quotidienne de plusieurs milliers de personnes et d'entreprises qui dépendent de lui pour subvenir à leurs besoins. Ce rôle mondial, ainsi que ses nombreuses richesses, rendent vulnérables de nombreuses populations locales, contraintes d'émigrer ou de migrer vers de nouveaux espaces. Ce panel vise à comprendre et à expliquer ces migrations, en plus d'analyser les liens qu'elles entretiennent avec la pression exercée par l'entreprise économique extractiviste. De nature étrangères, nationales et locales, les entreprises économiques installées dans la sous-région s'investissent dans une pluralité d'industries : bois, pétrole, minerais, agricultures malgré les tentatives de régulation au niveau mondial et international. Leurs activités génèrent d'importants revenus aux Etats et à leurs partenaires dans la sous-région. Toutefois, elles

imposent des défis majeurs en matière de justice sociale et de préservation des biens sociaux, culturels et matériels liés à la biodiversité et au bien-être des populations. Dans cet environnement complexe, où les Etats jouent un rôle stratégique, culturel et économique important, comment comprendre, interpréter, ou expliquer les déplacements forcés des populations victimes de l'activité économique des grandes entreprises économiques engagées et investies dans le bassin du Congo ? Quels liens peuvent être établis entre l'extractivisme rural et foncier et l'activité économique des grandes entreprises multinationales dans les pays du bassin du Congo ? La dépossession, comme conséquence socioéconomique et culturelle de ces activités économiques est l'hypothèse principale que met en avant le projet éditorial de ce panel.

Les axes thématiques envisagés dans le cadre de ce panel se présentent comme suit :

- Dynamiques extractives des grandes entreprises économiques et déplacements forcés des populations riveraines
- Liens entre l'extractivisme rural et foncier et l'activité économique des grandes entreprises multinationales dans les pays du bassin du Congo
- Stratégies et mécanisme de dépossession foncière des grandes entreprises multinationales dans les pays du bassin du Congo
- Cartographie des luttes foncières autour des dépossession foncières

3. Conservation et extractivisme, les deux faces d'une même pièce : approche par le bas

Anouk Bontoux (anouk.bontoux@uliege.be, Université de Liège/LASC et l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne/CESSP) et Simon Delivet (S.Delivet@uliege.be, Université de Liège/LASC. B)

Ce panel invite à interroger, par le bas, les articulations concrètes entre conservation de la nature et extractivisme. Bien que souvent présentées comme opposées, il peut exister des liens forts entre les pratiques de préservation et d'exploitation des ressources naturelles. Elles méritent donc d'être étudiées conjointement, à l'échelle micro, pour saisir la complexité de leurs logiques, de leurs chevauchements et de leurs tensions.

Projets miniers industriels, orpaillage artisanal, exploitation forestière (carbonisation, concession), chasse ou pêche, savoirs indigènes, l'extractivisme recouvre un très large éventail de réalités empiriques. Dans ces processus de prélèvement, de prédation et d'appropriation des ressources naturelles, les pratiques et logiques extractivistes traversent les échelles. En miroir, la conservation est souvent pensée comme l'envers de ces processus extractifs. Elle vise à la protection de la nature sur des territoires délimités. Dans les aires protégées, les ressources forestières, minières, cynégétiques, halieutiques, etc., sont mises sous cloche, réglementant leur exploitation pour garantir leur préservation. Pourtant, des travaux influencés par la political ecology montrent que ces deux logiques sont profondément liées (Adams, 2017; Billon, 2021; Büscher & Davidov, 2014). Dans un contexte global de commodification de la nature et dans le sillon d'une histoire coloniale de la conservation et de ponction des ressources dans les Suds (Dowie, 2011; Pouillard, 2016), la frontière entre conservation et extraction est loin d'être nette. Dans le « nexus » conservation-extractivisme, les logiques cohabitent et s'imbriquent, sur des territoires communs et suivant des logiques communes. Pour venir enrichir ces réflexions,

souvent pensées à l'échelle méso/macro, il semble pertinent d'analyser ces interactions à l'échelle micro. Comment penser les liens entre conservation et extractivisme à hauteur de leur déploiement local ?

À partir d'une approche « par le bas » (Bayart, 1981), ce panel vise à interroger les pratiques des acteurs, les différentes expériences de vie et les ancrages locaux qui caractérisent l'articulation entre préservation et exploitation des ressources. Comment ces liens s'encastrent-ils dans des rapports sociaux localisés (de subsistance, de marché, de genre...) ? Comment au niveau local et sur des territoires communs, les acteurs individuels et collectifs s'approprient-ils les chevauchements entre conservation et extraction ? Comment naviguent-ils dans ces arènes de pouvoir et les recomposent-ils (Bierschenk & Olivier De Sardan, 1998) ? Comment l'imbrication entre projets miniers et aires protégées sont-ils négociés, contournés ou institutionnalisés, de manière plus ou moins conflictuelle, sur le terrain ? On s'intéressera aussi aux circulations des ressources et aux figures de courtiers naviguant entre conservation et extraction.

Nous encourageons des propositions qui s'appuient sur des études de cas originales, basées sur des enquêtes ethnographiques, sociologiques ou historiques. Ces communications permettront de saisir la matérialité et la complexité des interactions conservation/extractivisme sur des terrains situés au Sud comme au Nord dans des espaces variés (parcs nationaux, mines, tables de négociations...). Elles pourront porter sur des zones où les chevauchements sont explicites (Seagle, 2012; Vuola & Simpson, 2024) ou sur des dispositifs plus indirects.

4. Panel proposé : « Alternatives au développement extractiviste : acteur.rices, pratiques et logiques de co-construction »

Claire Lefort-Rieu (clefort@uliege.be, Université de Liège) et Calvin Minfegue (minassc@yahoo.fr, Université Catholique d'Afrique Centrale)

Dans un contexte de remise en question des modèles de développement marqués, pour certains, par des approches extractivistes – entendues ici comme des dynamiques de prédation envers les ressources naturelles, humaines, sociales ou cognitives (Harvey 2005 ; Gudynas 2021 ; Grosfoguel 2019) –, ce panel explore les pratiques et initiatives qui suggèrent des manières autres d'élaborer des projets, de transformer les manières de faire, de penser les rapports aux populations et territoires visés, au vivant et aux savoirs.

Ce panel accueillera des communications fondées sur des enquêtes de terrain approfondies, mettant en lumière des initiatives locales ou transnationales qui revendiquent un modèle non-extractif : projets de coopération co-construits (Olivier de Sardan 2021), initiatives de développement ancrées dans des logiques de réciprocité ou de restitution (Young & Brunk 2009 ; Sarr & Savoy 2018), démarches de recherche participative ou co-élaborée (Langlois & Magaña Canul 2023), espaces de production de savoirs situés et de résistances vernaculaires aux injonctions de l'aide internationale, pratiques et expérimentations économiques pleinement enchâssées et nourries par des substrats socio-culturels endogènes et/ou situés (Sarr, 2016), pratiques collectives de *care* et initiatives économiques enracinées dans des logiques de subsistance, de dons et de réciprocité (Randriamaro, 2018 ; SOF, 2018), ou formes de solidarité internationale reposant sur l'écoute, le respect et la valorisation des savoirs situés (Collyer *et al.* 2019 ; Deridder *et al.* 2022).

Ces expériences, pour autant, ne sont pas exemptes d'ambiguïtés ni de contradictions : il s'agira, ce faisant, d'examiner ces espaces d'expérimentation sociale dans leur complexité. L'attention portera tant sur les potentiels émancipateurs que sur les zones grises : reproduction de hiérarchies, tensions entre discours et pratiques, instrumentalisation par les acteur.rices institutionnel.les/politiques/de terrain, ou encore limites liées au financement ou à la pérennité des actions.

En portant une attention particulière aux tensions, aux négociations et aux contradictions qui traversent ces expériences, il s'agira d'interroger :

- Quels types d'acteur.rices (collectifs de femmes/jeunes/populations minorisées/etc., ONG locales, autorités coutumières, chercheur.es, bailleurs, etc.) sont porteur.es de ces initiatives ? Quels rapports de pouvoir les traversent ? Comment ces expériences redéfinissent-elles les rôles d'acteur.rices comme les ONG, les chercheur.es, les organismes financeurs, les communautés locales ? Avec quelles conséquences ?
- En quoi ces initiatives parviennent-elles à s'émanciper des logiques extractives dominantes ? Quelles tensions émergent entre idéaux de co-construction et contraintes institutionnelles, politiques, sociales, financières, etc. ?
- Comment les savoirs locaux sont-ils mobilisés ? Comment les notions de don, de partage, de réciprocité et de communs y sont-elles mobilisées ou réinventées ? Quel contenu leur est donné, avec quels effets concrets (sur les rapports sociaux, de classe, de genre, de génération, etc.) et (in)succès ?
- Quelles sont les modalités concrètes de la co-construction dans des contextes marqués par des rapports de pouvoir postcoloniaux ? Quels obstacles rencontrent les dynamiques qualifiées d'« alternatives » : conflits internes, asymétries Nord-Sud persistantes, temporalités du financement, cadres normatifs internationaux, etc. ?
- Quels rôles jouent des groupes considérés comme marginalisés dans ces initiatives ?

Ce panel, qui se veut interdisciplinaire et transrégional, s'inscrit dans une approche critique du développement et de l'aide internationale, attentive à la pluralité des rationalités et des épistémologies. Il invite à discuter des possibilités et des limites de ces initiatives à travers des études de cas empiriquement solides, issues de contextes nationaux ou infranationaux précis, afin de croiser les regards issus du Sud et du Nord global et d'alimenter une réflexion comparative sur les marges, les hybridations et les contradictions des expérimentations cherchant à s'émanciper des logiques de captation et de domination.

5. Proposed Panel Title: Extractivism as Development and the (Re)Making of Social Relations

Phill Wilcox, Phill.wilcox@uni-bielefeld.de, Research Associate, Bielefeld University, Germany

Thirty years ago, Escobar noted that a preoccupation with development “had achieved the status of a certainty in the social imaginary” (1995: 5) in that countries were either developed or should become so. If development has become the norm, then arguably, extractivism has become so too, given that developing via capitalist economics is now normalised and alternative

models of development have largely receded (Lovell 2019; Monson 2009). To conceive of a world where the connection between development and capitalist economics is entrenched and extractivism is an essential part of this is also to recognise uneven and unequal power structures as part of everyday life. Who can extract resources and who can capitalise are key questions for participation in a form of development that promotes material prosperity as central to the very nature of development. In other words, development is not only a certainty, but development *like this*.

African nations are urbanising at great speed but at the same time, over half of the countries defined by the United Nations as Least Developed Countries are in Africa. For populations at the forefront of moves to develop via extractivist logic, what are their perceptions of the future and most crucially, their views on what this means for everyday social relations? If we take Ferguson's (1999) arguments that we should take people seriously in what they identify as modernity, then is this what an apparently future is supposed to look like? Growing inequality because of development via extractivist logic is not only a question of a wealth divide between the global North and South and changing social relations, but also of South-South social relations, and of relations between people within the same context.

Thinking with Ferguson's arguments, contributors to this panel will think from the ground up and shed light on how relationships change and are remade by centring local voices in the age of extractivism. Grassroots ethnographic studies in this area could include examples such as changing relations as a result of relocations, resistance, and emerging solidarities as people grapple with extractivism processes, which are so often presented in the name of development and imaginaries of future prosperity. This is an inter-disciplinary panel. Contributors are encouraged to draw from long-term, ethnographic fieldwork in contributions that are empirically driven, and papers that make connections between the micro and macro are most welcome.

6. Néo-extractivisme scientifique en Afrique centrale et de l'Ouest : Critiques, Résistances et Modèles Équitables de Collaboration Nord-Sud

José Mvuzolo Bazonzi (GREC/Université de Kinshasa), Henri Yambene (CNE /MINRESI et GRAMUR), Papa Sow (Nordic Africa Institute, Sweden), Louis Henri Seukwa (Hambourg Applied University)

Mail de contact : hyambene@yahoo.fr

L'extractivisme est un concept polysémique ; il désigne plusieurs formes d'exploitation des ressources sans contrepartie au milieu d'extraction. L'extractivisme scientifique en fait partie. L'expression désignant selon Owen (2020), une forme d'exploitation des savoirs et des connaissances locales, où un groupe de chercheurs dominant extrait des données et des informations de communautés souvent marginalisées, sans les impliquer pleinement dans la recherche ou partager les bénéfices de leurs travaux. Dans ce panel, nous invitons à examiner les contours de l'extractivisme scientifique, et particulièrement des nouvelles formes d'extractivisme, actuellement rencontrées en milieu académique africain. En effet, dans le cadre de la collaboration scientifique entre le nord et le sud, des projets de recherche multidisciplinaires sont régulièrement exécutés en Afrique, au cours desquels des investigations scientifiques approfondies sont menées sur le terrain. Ces investigations sont souvent

accompagnées d'une sorte d'« extraction » des savoirs ou des données de leur environnement physique ou culturel. Les savoirs/données ainsi recueillies/collectés sont transportés et transformés suivant des processus complexes en vue de la production des connaissances. Mais l'on sait, depuis Ramon Grosfoguel (2019), que les savoirs autochtones peuvent faire l'objet d'une exploitation ou d'une appropriation inappropriée (« extractivisme épistémique »).

Ce panel vise à analyser les enjeux, défis et perspectives de cette problématique spécifiquement dans le contexte de l'Afrique Centrale et de l'Ouest. Entre exploitation des ressources naturelles (forêts, minerais) intimement liée à la recherche, collecte de données sans restitution, et marginalisation des savoirs locaux, le néo-extractivisme scientifique y revêt des formes spécifiques, aggravant les asymétries Nord-Sud et minant la souveraineté épistémique. Pourquoi ce phénomène est-il si prégnant dans la région ? Quels impacts concrets sur les écosystèmes et les communautés ? Comment les Universités et acteurs locaux y font-ils face ?

Le panel veut insister sur les injustices sociales subies par les communautés locales dans le cas du « néo-extractivisme ». Pour cela, il favorisera des présentations tirées des résultats de projets de recherche qui se concentrent sur l'éthique de recherche c'est à dire sur l'analyse de l'extraction des données dans les « différents terrains d'études » souvent sans consentement, le traitement de ces données, l'intégrité des chercheurs ainsi que la façon dont ces données ont été partagées sans pour autant associer les communautés locales durant la diffusion des résultats finaux. Comme on le sait si bien, la recherche de terrain est un acte de pouvoir. Il comporte des risques majeurs, mais aussi un processus de production d'intégrité et de respect de l'être humain. Or le chercheur, dans sa présentation des résultats, est souvent tenté de les déformer : modifier de simples faits en des unités d'analyse complexes et souvent incompréhensibles pour les populations étudiées. Nous sommes surtout intéressés aux diverses expériences entre autres où les chercheurs deviennent des « cas éthiques », montrent un paternalisme « post ou néo colonial » jouant sur le paradoxe de la neutralité, sur un acte symbolique de violence, le rapport à la conscience, les im-possibles médiations entre eux et informants, les dilemmes sur la positionnalité et les attentes des personnes observées, etc.

Bien plus, le panel veut contribuer à une compréhension critique du phénomène. Face aux pratiques de recherche extractivistes qui exacerbent les inégalités, génèrent des impacts socio-environnementaux profonds et spolient les communautés, des voix s'élèvent et des résistances s'organisent. Ces dynamiques ouvrent la voie à de nouveaux paradigmes scientifiques. Le panel recherche des analyses des impacts concrets (social, environnemental, culturel) de l'extractivisme, des études de cas sur les formes de résistance et d'auto-défense des savoirs et territoires et des propositions pour des modèles de recherche alternatifs, éthiques et co-construits.

C'est dire que le panel vise à documenter les initiatives pionnières de recherche collaborative, réciproque et décoloniale. Des exemples de cas concrets sont attendus pour montrer notamment comment on peut arriver à co-crée des connaissances sur le terrain, malgré les tentations et les tensions liées aux rapports de pouvoir et de domination entre le global (nord) et le local (sud), ou encore entre l'urbain et le rural (à l'échelle locale), en termes de différentiels de financements, de savoir, d'équipements et de compétences technologiques, grâce à une coopération et une collaboration équilibrée et responsable entre les différents acteurs impliqués dans un projet de recherche.

Nous sollicitons des contributions critiques et empiriques sur :

Anatomie du Néo-extractivisme Scientifique

Cas concrets en santé, écologie, sciences sociales, génomique.

Mécanismes d'appropriation des données/ressources cognitives.

Rôle des bailleurs, des revues scientifiques et des indicateurs bibliométriques.

Impacts et Résistances

Érosion de la souveraineté scientifique nationale/communautaire.

Stratégies de contournement ou de refus des communautés/chercheurs locaux.

Mobilisations pour la reconnaissance (paternité intellectuelle, brevets).

Laboratoires d'Équité : Expériences Collaboratives Inspirantes

Protocoles de recherche co-désignés (consentement, objectifs, méthodologie).

Partage des financements, des infrastructures et de la propriété intellectuelle.

Évaluations critiques de cadres éthiques (chartes, comités mixtes).

Formation à la négociation scientifique équitable.

Décoloniser les Institutions

Réforme des cursus académiques et des critères d'évaluation.

Rôle des universités africaines dans la définition des agendas scientifiques.

Financements endogènes et partenariats Sud-Sud.

7. Genre, Exploitation Minière Artisanale et à Petite Échelle (EMAPE) et Insécurité sous le Prisme de l'Extractivisme

Alizèta OUEDRAOGO (lisaouedd@yahoo.fr, Attachée de recherche, Sociologie et Anthropologie, CNRST/IRSS, Burkina Faso), Muriel CÔTE (muriel.cote@keg.lu.se, Université de Lund, Suède) et Ludovic Ouhonyiuoué KIBORA (kludovic@yahoo.fr, CNRST/INSS, Burkina Faso).

Ce panel examinera les intersections complexes et multidimensionnelles entre le genre, l'Exploitation Minière Artisanale et à Petite Échelle (EMAPE) et l'insécurité au sein des régimes extractivistes contemporains. Nous nous concentrerons particulièrement sur le Sud global. En ligne avec l'Axe 1 du colloque « Territoires de l'extractivisme, rapports de pouvoir et action collective », notre objectif est de comprendre comment les impacts spécifiques de l'EMAPE sur les vies, les corps et les moyens de subsistance des femmes et des groupes marginalisés s'insèrent dans une dynamique plus large de capitalisme extractiviste (Ouédraogo, 2023). Nous analyserons également comment les contextes d'insécurité croissante intensifient ou modifient ces dynamiques.

L'EMAPE est souvent marquée par son caractère informel et son faible encadrement réglementaire et représente une forme d'extractivisme (Ye et al., 2020). Ceci se traduit par un épuisement des corps qui y travaillent de manière sous-valorisée, et par un dépérissement des ressources naturelles qui impacte les moyens de subsistance dans les territoires extractifs (Côte, 2023). Bien que parfois perçue comme un moteur de développement économique local, l'EMAPE génère des vulnérabilités importantes générées, exposant les femmes à des risques accrus de violences, d'exploitation, de dégradation environnementale et de précarité économique (Adunbi, 2025). Alors que ces dynamiques sont souvent attribuées à l'informalité de l'EMAPE, il s'agit d'insérer leur analyse dans une problématique plus large de demande mondiale accrue des ressources minières, notamment dans les pays du Nord, et de décennies de réformes politiques ayant amoindri le contrôle des États du Sud sur leurs ressources naturelles.

De plus, dans de nombreuses régions, l'EMAPE est intrinsèquement liée à des dynamiques d'insécurité. Il peut s'agir de conflits armés, de criminalité organisée, de trafics illicites ou de tensions sociales (Lanzano, Luning & Ouédraogo, 2021). Ces situations de violence et d'instabilité ont un impact disproportionné sur les femmes et les jeunes filles, qui peuvent être victimes de violences sexuelles, de traite d'êtres humains ou voir leurs moyens de subsistance gravement compromis (Kibora, 2020). C'est bien connu que l'EMAPE participe pour beaucoup à l'amélioration des conditions de vies de nombreux ménages en Afrique et dans le monde, parallèlement des analyses récentes montrent que dans certaines zones, des sites d'EMAPE informels sont sous le contrôle ou l'influence de groupes armés, ce qui aggrave l'insécurité pour les communautés locales (GI-TOC, 2023).

Ce panel sollicite des propositions de communication basées sur des recherches empiriques rigoureuses et des études de cas localisées. Ces contributions devront approfondir les problématiques suivantes :

Les dimensions générées de l'EMAPE : Ce volet explorera les formes spécifiques de violence (physique, sexuelle, exploitation du travail...) subies par les femmes dans les zones d'EMAPE. Il s'agira également d'analyser comment leurs rôles et leurs stratégies d'adaptation les exposent à des risques ou leur offrent des opportunités. Une attention particulière sera portée à la manière dont se structurent les inégalités d'accès aux ressources (foncières, financières).

EMAPE, insécurité et rapports de pouvoir : Cet axe examinera comment l'EMAPE alimente ou est affectée par les conflits armés, la criminalité organisée autour des flux illicites de capitaux, ou d'autres formes d'insécurité. Les propositions devront identifier les acteurs(trices) impliqués (exploitants, intermédiaires, autorités étatiques...) et analyser comment leurs interactions modèlent les dynamiques générées de pouvoir dans ces contextes.

Résistances et alternatives face à l'extractivisme violent : Nous invitons des communications sur la manière dont les communautés, et spécifiquement les femmes, s'organisent pour résister aux logiques extractivistes violentes de l'EMAPE. Il sera pertinent d'explorer les initiatives locales, les pratiques alternatives ou les savoirs endogènes qui émergent pour esquisser des voies vers un post-extractivisme plus juste et équitable.

Nous encourageons les contributions qui articulent les dimensions environnementales, sociales, économiques et politiques. Une attention particulière sera accordée aux rapports de pouvoir générés ainsi qu'à l'agencité des acteurs(trices) du Sud global.

8. Produire, capter, résister : enjeux de l'extractivisme narratif en Afrique de l'Ouest en temps de polycrise

Mahamadou Bassirou Tangara, mb.t75@mesrs.ml, Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)

Tatiana Smirnova, taniyasmirnova@yahoo.fr, Université de Québec à Montréal (UQAM)

Dans un contexte ouest-africain marqué par l'intensification des « polycrises » - mêlant insécurité, instabilités politiques et économiques (Bencherif et al., 2025 ; Smirnova & Blouin Genest, 2024) - l'espace discursif devient un véritable champ de bataille. L'opacité, la densité informationnelle et la polarisation des récits redéfinissent les rapports de pouvoir, de légitimité et d'allégeance (Audinet & Limonier, 2022 ; Bako, 2022).

Ce panel propose d'interroger les dynamiques contemporaines de production, de circulation et d'appropriation des narratifs au Sahel à partir d'une lecture élargie de la notion d'extractivisme (Gudynas 2021) – entendue non seulement dans son sens matériel (exploitation des ressources naturelles), mais aussi comme une logique d'extraction, de captation et de valorisation inégale de ressources symboliques, cognitives et discursives. En ce sens, l'extractivisme narratif n'est pas une simple métaphore : il désigne des pratiques réelles de saisie, de reformulation et de redistribution asymétrique des récits, souvent détachées des expériences vécues des populations.

Trois grands types de récits dominant aujourd'hui l'espace politique sahélien. D'abord, les narratifs souverainistes et anti-impérialistes, portés principalement par les régimes militaires du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Ces discours convoquent l'histoire coloniale et les rhétoriques d'émancipation pour légitimer une rupture avec les alliances occidentales (ICG, 2024). Ensuite, les narratifs anti-juntas, promus par des segments de la société civile, des médias, des diasporas ou des organisations internationales, valorisent les normes démocratiques, les libertés civiles et l'alternance politique pour dénoncer l'autoritarisme. Enfin, les narratifs jihadistes, portés par des groupes comme le JNIM (*Jama'a Nusrat al-Islam wal-Muslimin*) ou l'État islamique, s'enracinent dans des référents religieux et une relecture instrumentalisée de l'histoire locale. Tandis que le JNIM privilégie une gouvernance négociée avec les populations, l'État islamique impose une logique verticale fondée sur la pureté doctrinale et la violence exemplaire (Thurston, 2020).

Ces récits – souverainistes, anti-juntas ou portés par les groupes armés comme JNIM et État Islamique – mobilisent des ressources telles que l'anticolonialisme, le libéralisme politique ou la religion pour offrir aux populations des grilles de lecture de leur vécu : souffrance, humiliation, injustice, espoir. Ils fonctionnent ainsi comme des instruments de légitimation, de gouvernementalité ou de recrutement.

L'extractivisme narratif, tel que conceptualisé ici, interroge précisément la manière dont ces récits sont produits à partir d'expériences locales, puis reconfigurés à distance – souvent dans des sphères médiatiques, institutionnelles ou académiques – selon des logiques de pouvoir, de visibilité et de positionnement des acteurs. Autorités nationales, ONG, chercheurs, journalistes, think-tanks, consultants, influenceurs numériques, groupes armés, populations locales - tous participent, à des degrés divers, à la production et à la reformulation de ces narratifs. Ainsi, l'extractivisme narratif partage avec l'extractivisme matériel des logiques de prédation, de dépossession et de répartition asymétrique des bénéfices symboliques ou politiques.

Cependant, s'ils relèvent d'une forme d'extractivisme, ces récits ne procèdent pas d'une logique linéaire ou descendante. Leur élaboration est modelée par des rapports de force, des intérêts concurrents et des arbitrages stratégiques entre une diversité d'acteurs. Il convient donc de les penser non comme des productions isolées, mais comme des constructions extraites, reconfigurées et mises en circulation au sein d'un écosystème de pouvoir complexe où les informations produites sont elles-mêmes fragmentées, inégalement accessibles et souvent contradictoires.

Par exemple, dans le cas d'une attaque armée, se manifeste un enchevêtrement de récits concurrentiels produits par une diversité d'acteurs – autorités étatiques, groupes armés, journalistes, déplacés – dont les versions sont souvent fragmentées, hiérarchisées selon les rapports de pouvoir, et marquées par des dissonances narratives. Cette pluralité discursive, loin d'être neutre, révèle les mécanismes de captation et d'exclusion à l'œuvre dans la fabrique de l'information, illustrant ainsi une dynamique typique d'extractivisme narratif. L'information devient ainsi un champ de tension, structuré par des logiques d'exclusion, de confrontation ou de récupération. Ce brouillage narratif, encore peu étudié, mérite attention : que produit-il sur les récits dominants ? Les consolide-t-il, les fissure-t-il, ou les transforme-t-il au contact des expériences vécues et des contre-discours émergents ?

Ce panel invite ainsi des contributions sur ces formes d'extractivisme narratif envisagées comme des processus traversés par des rapports de pouvoir, de circulation et de résistance.

Deux axes de questionnement sont privilégiés :

Quels sont les mécanismes concrets par lesquels les savoirs et les récits sont extraits, requalifiés et reconfigurés ? Qui parle au nom de qui, dans quel but, et selon quelles logiques de légitimation ? Quelles formes de résistance ou de réappropriation émergent ?

Quels effets produisent ces narratifs dominants sur les acteurs impliqués ? Comment influencent-ils les pratiques et les représentations des autorités, des déplacés, des experts, des journalistes, des analystes ou des groupes armés eux-mêmes ?

9. Médias, extractivisme et endo-extractivisme en Afrique : coalitions, dénonciations et ripostes à l'âge des réseaux sociaux numériques

Thomas Atenga, Université de Douala ; Simon Ngonu, Université Française de la Réunion

Mail de contact : thomas.atenga@gmail.com

Dimanche 29 juillet 2025, lors de l'émission dominicale de débats sur Canal2 International, une des chaînes camerounaises les plus regardées, le Secrétaire à la communication du Parti camerounais pour la réconciliation nationale (PCRN) prend la parole pendant plus de cinq minutes. Il dénonce le fait que les licences d'exploitation des minerais de l'Est-Cameroun ne sont accordées qu'aux membres des familles les plus influentes (président, ministres, officiers supérieurs de l'armée) qui les sous-traitent à des étrangers. Il déplore le fait que cette « mise en coupe réglée du pays laisse les populations des régions pillées dans des situations de vulnérabilité plus graves qu'à l'époque coloniale ». Le représentant du parti au pouvoir sur le plateau lui retorque que « ce sont des Camerounais qui ont le droit de faire des affaires ». S'en

suit, entre panélistes, sous le regard impuissant du présentateur, un échange très vif de près de trois quarts d'heures, occultant la thématique principale du programme qui était la démission du gouvernement d'un ministre allié de la majorité présidentielle. Cette séquence télévisuelle vient après la publication le 09 mai 2025, par RFI, d'un article faisant écho d'un rapport de Forêts et développement rural (FODER) qui alerte sur le fait que « l'exploitation minière dans l'Est Cameroun provoque une « catastrophe écologique et humaine ». Des années plus tôt, en novembre 2020, toujours au sujet de cette question et ses conséquences sur l'environnement et les populations, Line Renée Batongué, journaliste en service à la Cameroon Radio and Television (CRTV), média gouvernemental, a été arrêtée. Elle a été détenue pendant 48 heures sur ordre du Préfet du Département alors qu'elle rentrait d'un reportage à Bétaré Oya, une des contrées de l'Est-Cameroun où l'orpaillage illégal côtoie celui tout aussi prédateur des détenteurs de permis, transformant l'écosystème en scandale écologique et humain. Ces indicateurs rejoignent les constats faits par l'UNESCO en 2024 à l'occasion de la journée internationale de la liberté de la presse à savoir que, 70 % des journalistes environnementaux ont subi des attaques liées à leur travail. Toujours d'après cette organisation, entre 2009 et 2023, au moins 749 journalistes de 89 pays ou médias traitant de ces sujets ont été attaqués. Plus de 300 attaques ont eu lieu entre 2019 et 2023, soit une augmentation de 42 % par rapport aux cinq années précédentes (2014-2018). Près de 50 ont trouvé la mort dont une vingtaine en Afrique, sans que les auteurs soient poursuivis et condamnés. Tout ce qui précède justifie la pertinence de cette proposition de panel qui envisage d'analyser comment, médias, journalistes et autres parties prenantes de l'économie extractive s'organise seul ou en coalition pour mettre en agenda ou fabriquer les silences sur ces pratiques dommageables et néfastes sur l'environnement et la vie sociale : dégradation des terres, pollution de l'eau et de l'air, perte de terres agricoles, multiplication des conflits sociaux. Le panel se propose de prêter une attention particulière aux logiques actantielles internes (journalistes, médias, opérateurs nationaux) ce que nous nommons endo-extractivisme pour voir comment elles coalisent avec celles des acteurs multinationaux soit pour silencier ou invisibiliser les dégradations des terres, la pollution, les déplacements forcés, le manque de compensation, etc., soit pour informer, sensibiliser, dénoncer, mobiliser en vue des ripostes. Les communications mettront aussi l'accent sur le fait que la désinformation en ligne au sujet de ces problèmes et défis qu'ils posent à l'économie extractive a considérablement augmenté au cours de cette période. il s'agit dès lors aussi, de voir comment ces coalitions irriguent aussi les mondes numériques dans un contexte où aujourd'hui plus que jamais, le monde a besoin d'une information scientifique et environnementale fiable.

10. Law/yers, the Geography of Extraction, and the (Re)Negotiation of Africa's Relationship with the World Economy

Sara Dezalay (sara.dezalay@univ-catholille.fr, Professeure, Université Catholique de Lille) and Sophie Andreetta, (sandreetta@uliege.be, Chercheure Qualifiée FNRS, Université de Liège)

Over the last few years, the African continent has become the central nod for some of the most pressing problems of our time – from the extraction of “green” minerals to the protection of endangered species, or the fight against terrorism and money laundering. These issues involve both transnational financial flows between various sets of actors including transnational corporations, private individuals and development funds; and global forms of normativity

ranging from international conventions, private contracts between states and corporations, or local courts dealing with transnational forms of crime. This panel asks whether socio-legal enquiry can help untangle these nodes, asking questions such as: How are current legal/judicial practices transformed by ‘emergent’ legal categories, infractions or crimes? Can (and should) socio-legal studies provide a meaningful critique of the fight against terrorism/money laundering, or the so-called green transition?

Law’s ubiquity in the ongoing phase of capitalism—from the predominance of private contracts in the regulation of relations between states and transnational corporations to the formidable growth of transnational dispute settlement mechanisms since the turn of the 1990s —raises in and of itself a challenge. Existing socio-legal scholarship obfuscates rather than clarifies the relationship between law, the green transition and global markets as it tends to either posit law (and lawyers) as a redemptive tool against poor governance and societal violence or, even while it is built as a critique, to obscure the material origins of the rise of the West.

Building on the “global turn” in the social sciences (Steinmetz 2014; Go 2011; Dezalay 2024), this panel shifts the focus to law’s entanglement as a repertoire of material and symbolic power and towards the interconnectedness of its deployment across scholarly, institutional and geographic scales. Embracing the expansion of the geography of extraction underscores that though uneven and unequal, the African South’s relationship with global markets is also reciprocal. It also helps track the uneven, messy and fraught relationship between law, financial flows and extraction. Considering the selective social, financial, material, and cultural globalization fostered by global value chains helps account for the role of law, lawyers and legal institutions as at once actors and sites of resistance, and enablers in the reproduction of patterns of domination.

This requires an interdisciplinary and multi-scalar research agenda: we welcome papers drawn from any sub-discipline of the social sciences and focusing on any site widely defined (professional, institutional, geographic), be it in the African South or in the so-called “cores” of the world economy. We particularly welcome research attentive to micro patterns of transformations of social processes focusing on the roles played by legal intermediaries – be they lawyers, judges or other social agents mobilizing the law.

11. La dynamique des espaces sociaux miniers. Inégalités, mobilités et prises de position

Benjamin Rubbers (brubbers@uliege.be, Université de Liège) et Martín Caverio Castillo (martin.cavero@ehess.fr, Institut de Recherche Interdisciplinaire sur les Enjeux Sociaux, IRIS)

Dans le cours de ces trois dernières décennies, les pays du Sud ont connu une forte croissance de l’exploitation minière industrielle et artisanale. Celle-ci a eu des répercussions économiques, politiques, sociales et environnementales majeures, qui ont suscité un vif débat sur les bénéfices et coûts de l’extractivisme, entendu comme un modèle de développement fondé sur l’extraction et l’exportation de ressources naturelles. Loin de rester en dehors de ce débat, les nombreux travaux publiés sur ces enjeux en sciences sociales ont très largement contribué à nourrir les critiques à l’encontre de cette stratégie de développement.

Globalement, leur conclusion est qu’elle génère des effets faibles ou négatifs pour les communautés situées à proximité des sites d’extraction. Si cette conclusion n’est pas

nécessairement fausse, elle repose sur une démarche qui présente au moins trois limites. D'abord, cette littérature critique porte principalement sur les projets miniers portés par des multinationales du Nord global. Ce faisant, elle tend à négliger la grande diversité des acteurs impliqués dans le boom minier (on pense en particulier aux investisseurs chinois et aux entreprises nationales) et des formes d'extraction auxquels ils se livrent (mines souterraines ou à ciel ouvert, mines à petite échelle ou artisanales, projets greenfield ou brownfield, etc.). Il manque des études comparatives sur les conséquences de ces différents types d'extraction minière, que ce soit à l'échelle continentale ou intercontinentale – entre l'Afrique et l'Amérique latine notamment.

Ensuite, cette littérature tend à opposer les bénéficiaires et les victimes des projets miniers selon un schéma binaire, qui empêche d'analyser plus finement les inégalités qu'ils génèrent et les formes de mobilité sociale qu'ils permettent ou non. Les dynamiques qu'ils engendrent autour de l'accès à l'emploi, des contrats de sous-traitance, ou des revenus miniers, ne peuvent être réduites à une opposition entre des gagnants et des perdants.

Enfin, la majorité de ces travaux ont manifesté un intérêt particulier pour les mouvements de protestation locaux contre les grands projets miniers. Si ce choix est compréhensible, il ne leur a toujours pas permis de prendre la mesure des différents positionnements qui sont adoptés envers l'extraction minière localement et de les analyser dans leurs différentes dimensions – les facteurs qui peuvent en rendre compte, les justifications qui les sous-tendent, les conjonctures dans lesquelles ils s'expriment. Marqué par l'ambiguïté et la variabilité des positionnements, le débat se réduit rarement à une confrontation entre ceux qui sont « pour » et ceux qui sont « contre » l'exploitation minière.

Ce panel invite à sortir des binarismes (exploitation industrielle/artisanales, gagnants/perdants, pour/contre) qui sous-tendent encore largement la littérature en études minières pour réfléchir à nouveaux frais sur les transformations des espaces sociaux miniers dans les pays du Sud. Sont attendues, dans cette perspective, des propositions de communication qui abordent une ou plusieurs de ces questions : comment penser les inégalités engendrées par l'exploitation minière ? Quelles formes de mobilité sociale donne-t-elle à voir ? Comment rendre compte des positions morales et politiques que les acteurs adoptent envers l'extraction ? Fondées sur des recherches ethnographiques solides, les communications porteront sur des espaces sociaux marqués par l'exploitation minière industrielle, semi-industrielle et/ou artisanale. Celles qui proposent une comparaison entre différents projets miniers, différentes formes d'exploitation, ou différents pays ou continents sont particulièrement les bienvenues.

12. Extractivisme, incertitudes, espoirs et aspirations en contextes postcoloniaux et temps de crises

Marie Deridder (marie.deridder@uclouvain.be, UCLouvain) & Yacouba Jacob Zanne (yacouba.zanne@uclouvain.be, UCLouvain/CIRDES/UNB)

Le continent africain est historiquement perçu et construit comme un continent traversant de multiples crises enchevêtrées : conflits armés, coups d'Etat, épidémies, insurrections populaires, changements climatiques, catastrophes dites 'naturelles', enjeux migratoires, rétrécissement des espaces démocratiques... Depuis les années '90, le concept de polycrise a émergé pour désigner la survenue simultanée de plusieurs crises interdépendantes à l'échelle

globale exacerbant leurs impacts auprès des populations locales (Morin & Kern 1993, Tooze 2022). Parmi ces dynamiques, les logiques extractivistes – qu’elles soient minières, agricoles, énergétiques, épistémique ou numériques – participent pleinement à la fabrique de ces contextes ‘en crise’, en alimentant prédation des ressources naturelles, conflits géopolitiques, déplacements de populations et atteintes aux milieux de vie.

Depuis une dizaine d’années, l’anthropologie interroge la façon dont crise et incertitude s’enchevêtrent. Certaines approches argumentent que crise et incertitude sont sources d’imprévisibilité, de violence et d’insécurité dans la vie quotidienne (Mbembe & Roitman 1995 ; Breda et al. 2013). Crises et incertitude deviennent la ‘nouvelle normalité’, le nouveau contexte des interactions sociales (Vigh 2008). D’autres approches considèrent la notion de crise comme un objet de connaissance, dont l’invocation permet certains récits et soulève certaines questions, tout en en excluant d’autres (Roitman 2013, Bergman-Rosamond et al. 2022, Gammeltoft-Hansen et al. 2022). L’extractivisme, en tant que mode de relation économique et politique caractéristique du capitalisme dans sa forme néolibérale, génère des formes spécifiques d’incertitude – qu’elles soient foncières, écologiques, sanitaires, épistémiques ou politiques. Ces incertitudes donnent lieu à des formes d’organisation sociale, de résistance locale, de recomposition des imaginaires et de contestation des régimes de pouvoir.

A partir d’étude de cas ethnographiques, cet atelier vise à interroger, de manière empirique et critique, comment l’incertitude est mobilisée pour négocier au quotidien le sentiment d’insécurité et les perceptions des crises. Les communications dans cet atelier viseront à explorer les concepts d’incertitude et de crise comme forces créatrices permettant aussi de construire des relations, de façonner et imaginer l’avenir, de nourrir de nouveaux espoirs, aspirations et utopies, plutôt que comme seule condition négative d’existence. Dans la foulée des travaux de Cooper et Pratten (2015), plutôt que de considérer l’incertitude comme un problème à résoudre, il s’agit de mettre en avant son potentiel en matière de créativité, de résilience et de transformation sociale. Dans une perspective intersectionnelle, les études de cas ethnographiques pourront porter, par exemple, sur les enjeux migratoires, environnementaux, les dynamiques multi-espèces, les questions de santé, les mouvements sociaux, l’activisme, la création artistique comme proposant de multiples réponses face à différentes formes d’extractivisme.

13. Politiques la formalisation de l’extraction minière en Afrique subsaharienne, réalités et enjeux locaux

Muriel CHAMPY (muriel.champy@gmail.com, Aix-Marseille université, UMR 243 IMAF, IRD à l’Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny, INP-HB) et Oscar Toukpo (oscartoukpo@yahoo.fr, Institut d’Ethnosociologie, Université Félix Houphouët Boigny)

La diffusion généralisée de nouvelles technologies nourrit une demande sans cesse croissante en matières premières, tandis que l’impératif de la transition énergétique se traduit par une diversification des minerais exploités. Parallèlement, la forte augmentation du cours de l’or et la diffusion de l’extraction mécanisée ont fait de l’Exploitation Minière Artisanale et à Petite Echelle (EMAPE) une source de revenus pour des millions de personnes. Alors que nombre de pays africains ont établi des codes miniers visant à attirer les multinationales afin d’exploiter

leurs ressources minières, certains gouvernements revoient désormais leurs législations afin qu'elles contribuent davantage au développement local, mais aussi afin de favoriser l'exploitation à petite échelle par des entrepreneurs nationaux. Cette politique de formalisation est censée permettre un meilleur contrôle social et environnemental de l'activité, favoriser le développement local et accroître les revenus fiscaux pour l'État. Si la politique de formalisation de l'EMAPE est une tendance globale, les lois et leur application varient considérablement d'un pays à l'autre et appellent ainsi à développer une approche comparative et multi-scalaire. Par ailleurs, contrairement aux objectifs affichés, cette politique ne semble pas avoir pu éradiquer les écueils qu'elle était censée résoudre : coût prohibitif de l'accès aux autorisations d'exploitation et poids de la corruption (Van Bockstael 2014 ; Werthmann 2017 ; Marshall & Veiga 2017), persistance de l'utilisation du mercure (Hilson et al. 2018 ; Ottou 2024), difficultés d'accès au crédit pour les petits exploitants (Siegel & Veiga 2009 ; Hilson et al. 2014), puissance des circuits illégaux d'exportation de l'or (Swissaid 2024) etc.

Ce panel propose de rassembler des contributions issues de divers contextes géographiques et traitant de différents types d'exploitation afin de proposer un état des lieux de la façon dont les politiques de formalisation de l'extraction minière agissent concrètement sur les arènes minières locales en Afrique. D'un point de vue méthodologique, les participants sont invités à partir des conflits qui se nouent autour de l'extraction minière (accès au territoire, gestion des impacts socio-environnementaux, répartition des bénéfices, conditions de travail, rapports de pouvoir, etc.) afin d'analyser la façon dont les lois sont appropriées et négociées par les différents groupes stratégiques au sein de l'arène extractive. Toujours selon Jean-Pierre Olivier de Sardan (2023), nous invitons les auteurs à analyser les « normes officielles » (lois, décrets, décisions, règlements) au regard des « normes sociales » et des « normes pratiques », qui ne sont pas formalisées mais qui sont à la fois généralisées et non aléatoires. Quels registres normatifs les différents acteurs utilisent-ils pour défendre leurs intérêts ? Quels sont les effets réels des politiques de formalisation aux échelles internationales, nationales et locales ? Qui sont les gagnants et les perdants de la politique de formalisation ?

Au final, ce panel se propose de questionner les processus de formalisation des activités d'extractions minières par le bas en Afrique subsaharienne.

14. Crises et captations dans le Liban post 2019

Charlotte Gaudreau (charlotte.gaudreau@mail.mcgill.ca, Université McGill), Cynthia Kreichati (cyntiakraichati@cunet.carleton.ca, Carleton University) et Noa Sanad (noa.sanad@gmail.com, Université Panthéon Sorbonne)

Dans la cartographie des ressources naturelles du Moyen-Orient, le Liban occupe une position singulière. Relativement pauvre en ressources extractives classiques, son économie repose sur le secteur tertiaire : finance, commerce, tourisme, transferts de la diaspora. Pourtant, le pays n'échappe pas aux logiques de prédation capitaliste. Bien au contraire, il incarne une forme d'extractivisme « sans extraction minière », fondé sur l'accumulation par dépossession dans ses dimensions financière, foncière et environnementale.

Ces dynamiques s'inscrivent dans un contexte structurellement marqué par un État faible, traversé par le néolibéralisme, le clientélisme et la corruption. L'économie libanaise, largement financiarisée, dépend de l'endettement externe, des flux diasporiques et de l'aide internationale,

des ressources volatiles et inégalement redistribuées. Le secteur agricole, marginalisé, est souvent orienté vers l'exportation et repose sur une main-d'œuvre migrante précarisée. À cela s'ajoute une fuite massive des compétences qui participe d'une extraction du capital humain. Sur le plan environnemental, la dérégulation favorise la privatisation du littoral, souvent, illégale de carrières et ressources hydraulique, autant de pratiques révélant une logique extractive diffuse mais systémique.

Ces logiques ont atteint un point de rupture en 2019, avec l'éclatement d'une crise multidimensionnelle, économique, monétaire, sociale et écologique, que la Banque mondiale a qualifiée comme l'une des plus graves au monde depuis le XIXe siècle. Cette crise a mis à nu les structures profondes de l'économie libanaise, tout en intensifiant les mécanismes extractifs à tous les niveaux. Elle constitue aujourd'hui un terrain d'observation privilégié pour interroger les formes contemporaines de l'extractivisme, là où il s'appuie sur des logiques de prédation financière, foncière et environnementale, inscrites dans la gestion même de la crise.

En articulant perspectives locales et globales, ce panel aborde le contexte libanais comme un terrain où les manifestations d'un capitalisme en expansion continue se donnent à voir avec une clarté analytique singulière. Trois questions structurent notre réflexion collective :

1. Comment penser l'extractivisme dans un pays où le laissez-faire et la consolidation des secteurs bancaires et financiers sont présentés comme conditions de survie économique
2. Quels impacts une économie fondée sur l'extraction financière et environnementale produit-elle sur les mondes non humains?
3. Quelles formes de mobilisations émergent pour contester ces dynamiques depuis 2019, et comment s'organisent-elles selon les rapports sociaux, les échelles d'action, et les imaginaires politiques ?

Nous invitons ainsi des chercheur·ses à proposer des communications empiriquement portant sur le Liban ou sur des contextes comparables où l'extractivisme prend des formes détournées : financiarisation, prédation foncière, capture de l'aide, destruction écologique, etc.

15. Fiscal flows and technologies of public revenue extraction/ Flux fiscaux et technologies d'extraction des revenus publics

José-María Muñoz, jmunoz@ed.ac.uk, University of Edinburgh

Entangled as it was with currency dynamics and the labour question, the head tax is indelibly inscribed in the annals of colonial extractivism. We take the theme of the 2026 APAD conference as an opportunity to invite contributions that explore the legacies, logics and logistics of revenue extraction within broader fiscal flows. The panel is animated by our willingness to put in dialogue an emerging new fiscal sociology and anthropology, which has tended to privilege European and North American experiences, with in-depth, qualitative research on public revenue raising and expenditure in other settings. As recent controversies surrounding the taxation of mobile money have made apparent, the potentialities of new technologies occupy a prominent place in debates about the efficiency and fairness of both tax policy and administration and the channelling and disbursement of fiscal resources. These new

technological mediations and their competition, complementarity, and coexistence with older fiscal tools are just one among many topical objects of study worthy of increased attention.

Enchevêtré comme il l'était avec la dynamique monétaire et la question du travail, l'impôt de capitation est inscrit de manière indélébile dans les annales de l'extractivisme colonial. Nous prenons le thème de la conférence de l'APAD de 2026 comme une opportunité d'inviter des contributions qui explorent les héritages, les logiques et la logistique de l'extraction de revenus publics dans le cadre de flux fiscaux plus larges. Le panel est animé par notre volonté de mettre en dialogue une nouvelle sociologie et anthropologie fiscale émergente, qui a eu tendance à privilégier les expériences européennes et nord-américaines, avec des recherches qualitatives approfondies sur la collecte et la dépense des recettes publiques dans d'autres contextes. Comme l'ont montré les récentes controverses autour de la taxation de l'argent mobile, les potentialités des nouvelles technologies occupent une place prépondérante dans les débats sur l'efficacité et l'équité de la politique et de l'administration de l'impôt, ainsi que sur l'acheminement et le décaissement des ressources fiscales. Ces nouvelles médiations technologiques et leur concurrence, complémentarité et coexistence avec les outils fiscaux plus anciens ne sont que l'un des nombreux objets d'étude actuels qui méritent une attention accrue.

16. Extractivisme et Conflits de Distribution Ecologique (CDE) au Cameroun

Samuel NGUIFFO Centre pour l'Environnement et le Développement (CED) ; Bruno MVONDO, Réseau des Chefs Traditionnels d'Afrique (RecTrad) ; Diane TAPIMALI, Centre pour l'Environnement et le Développement (CED) ; Edith Christian NGOUBE NGOUBE, Centre pour l'Environnement et le Développement (CED)

Mail de contact : ecngoube@gmail.com et snguiffo@yahoo.fr

L'extractivisme, entendu comme l'exploitation intensive des ressources naturelles à des fins d'accumulation économique (Allain et Mailet, 2021), constitue un des leviers du développement économique et social du Cameroun. A rebours de certains de ses engagements internationaux en matière de lutte contre les changements climatiques, la protection de l'environnement et de la biodiversité, le pays a mis en place une stratégie de croissance économique basées sur l'exploitation massive de ses ressources naturelles (SND 30). Cela s'est traduit, par la construction des barrages hydro-électriques et des centrales à gaz, l'attribution des concessions minières (or, fer, bauxite) aux multinationales et aux entreprises locales, la constitution de près de 500.000 ha de réserves foncières destinés aux agro-industries (Projet Plaine Centrale), etc.

Tout comme en Amérique latine (Alimonda, 2015) ou en Inde (Brototi Roy, 2017), l'extractivisme au Cameroun a engendré des Conflits de Distribution Ecologique (CDE). Il s'agit des conflits sociaux nés de l'accès inéquitable aux ressources naturelles, ainsi que de la gestion des impacts environnementaux des projets extractifs. Ceux-ci donne généralement lieu à des confrontation plus ou moins violentes, la constitution des alliances entre acteurs aux intérêts parfois contradictoires et des transformations sociales et culturelles d'ampleur absolue ou relative.

Utiliser les CDE comme variable dans l'analyse de l'extractivisme peut s'avérer fructueux en contexte camerounais. Cette focalisation permet de mettre l'accent sur les effets de

l'extractivisme prédateur, à savoir, la dégradation écologique et la pollution de l'environnement, la misère croissante des communautés qui dépendent des écosystèmes soumis à l'extraction, les changements d'accès aux services culturels des écosystèmes, les résistances des communautés face à l'extractivisme, les mobilisations collectives des leaders communautaires et acteurs de la Société civile.

Le présent panel a pour ambition globale d'analyser les CDE en contexte d'extractivisme dans des environnements locaux diversifiés. Spécifiquement, il s'agit d'esquisser une ébauche de typologie des CDE, une cartographie des acteurs, leurs motivations, leurs répertoires d'action collective, leurs interactions, les reconfigurations sociales et culturelles.

Les contributions participant à l'atteinte des objectifs, sus-évoqués, sont attendues. Il est davantage souhaité les études de cas, ainsi que des analyses comparées.

17. Travail, extractivisme et résistances : mobilisations collectives et reconfigurations politiques dans les territoires sous pression

Mody DIAW (mody.diaw@inrae.fr, Sciences Po Bordeaux), Valentina NOVAGLIO (valentina.novaglio@gmail.com, Université Toulouse Jean Jaurès), Khadim MBOW (khadimbaw87@gmail.com, Université Paris Cité) ; Serigne Momar SARR (serignemomar.sarr@ucad.edu.sn, Université Cheikh Anta DIOP de Dakar)

Alors que l'extractivisme s'impose comme mode dominant de structuration du capitalisme globalisé, ce panel propose d'examiner ses effets sur le travail, les mobilisations collectives et les logiques de gouvernement des territoires ciblés par les par l'exploitation intensive des ressources naturelles. Inscrit dans l'axe 1 du colloque, il explore les rapports de pouvoir, les formes de dépossession et les dynamiques d'action collective que suscite l'implantation de projets extractifs.

Loin d'être un simple processus économique ou technique, l'extractivisme opère comme un régime global de prédation qui reconfigure les espaces, les corps, les subjectivités et avec eux, les rapports socio-environnementaux. En tant que système d'appropriation, il affecte à la fois les environnements de vie et de travail, déplaçant des populations, reconfigurant les hiérarchies socio-spatiales, fragilisant les organisations sociales (collectifs ouvriers ou communautés locales) et bouleversant les écosystèmes. Ces transformations nourrissent des formes de résistances multiples – visibles ou souterraines – qui interrogent le sens du travail, les modalités d'occupation du territoire et les luttes pour la dignité et la justice.

Ce panel met l'accent sur les mobilisations contre l'extractivisme, qu'elles soient portées par des travailleur.ses, des syndicats, des collectifs communautaires, des ONG ou des alliances transnationales. Comment ces acteur.ices contestent-ils les effets sociaux et environnementaux des projets extractifs ? Dans quelles conditions les luttes écologiques rejoignent-elles les revendications liées au travail, à la santé, à la souveraineté foncière ou à la dignité ? Quels rôles jouent les intermédiaires (experts, chercheurs, militants) dans la structuration de ces mobilisations ? Quels sont les rapports de force, les savoirs mobilisés, les registres d'action et les formes d'organisation collective déployées ?

Les communications attendues pourront aborder : les trajectoires de travail et les vécus des ouvrier.es confronté.es à des conditions extractives (pollution, insécurité, dévalorisation, etc.) ;

les luttes pour l'environnement, la santé ou la terre comme reconfigurations du politique ; les conflits entre logiques productivistes, injonctions écologiques et besoins de subsistance ; les circulations d'acteurs, de discours et de savoirs dans les mobilisations transcalaires ; les formes rapports imbriqués de classe, de genre, de race et de génération dans les luttes sociales et environnementales ; les formes de résistance ordinaire, d'adaptation ou d'autonomisation face aux régimes extractifs. Une attention particulière sera portée aux travaux ancrés dans les réalités locales, mobilisant des méthodes ethnographiques, qualitatives et comparatives. Les propositions pourront porter sur une diversité de contextes (mines, infrastructures, agriculture industrielle, forêts, zones portuaires...) et de terrains géographiques (Afrique, Amériques, Asie, Europe), dans une optique comparative et décentrée.

En croisant sociologie du travail, anthropologie politique, études environnementales et justice environnementale, ce panel vise à penser l'extractivisme non seulement comme un régime global d'organisation du capitalisme contemporain, mais aussi comme un point d'ancrage pour explorer les formes de subjectivation, de politisation et d'expérimentation sociale. Il s'agit ainsi de mettre en lumière les façons dont des groupes sociaux investissent des luttes concrètes pour défendre leur monde vécu et imaginer d'autres manières d'habiter, de produire et de vivre ensemble.

18. Politiques de la terre, conflictualités environnementales et logiques subjectives (Axe 1 : Territoires de l'extractivisme, rapports de pouvoir et action collective)

Yves Patrick Mbangue Nkomba, mbanguos@gmail.com, Université de Yaoundé II

Les territoires de l'extractivisme ne sont pas de simples réservoirs de matières premières : ce sont des espaces où se nouent des rapports de force, où se déploient des stratégies de captation, de légitimation et de contrôle, mais aussi des formes d'attachement, de résistance (Mbangue, 2020) et de subjectivation. Loin d'être des "vides" à aménager, ils sont traversés par des histoires, des savoirs, des liens sociaux, des rapports sensibles au vivant. Les politiques extractivistes, souvent impulsées par des coalitions d'intérêts entre États, entreprises transnationales et institutions financières, tendent à déterritorialiser les usages, à déposséder les populations locales de leurs droits d'usage et à fragmenter les communautés. Ces dynamiques produisent des conflits environnementaux multiformes : affrontements fonciers, résistances autochtones, mobilisations paysannes, luttes contre les pollutions, controverses juridiques, activismes transnationaux (Voundi, 2021). Ces conflits, loin de relever de l'accident ou de la marge, sont constitutifs de la manière dont s'impose l'ordre extractiviste. Ils mettent en lumière les inégalités écologiques, l'expropriation des savoirs, et les fractures dans les régimes de propriété, d'usage et de reconnaissance.

Dans ces contextes de tension, les luttes pour la terre ne se limitent pas à une défense du foncier : elles expriment des formes de subjectivation, de production de soi et du politique. En produisant des acteurs collectifs inscrits dans des dynamiques de politisation de l'existence, les luttes contre l'extractivisme s'accompagnent souvent de discours critiques sur le développement, de revalorisation des communs, de réinvention des formes de vie. Ces processus de subjectivation doivent être compris comme des manières de devenir sujet dans et contre des dispositifs de pouvoir, de rendre visibles d'autres formes de légitimité, d'historicité et de territorialité (Amougou, 2019). Ils prennent la forme de résistances ouvertes ou

silencieuses, d'initiatives communautaires, de reconfigurations juridiques ou de pratiques symboliques qui remettent en cause les logiques de dépossession et affirment des modes alternatifs d'habiter la terre.

L'objectif de ce panel est d'explorer la manière dont les logiques extractivistes transforment les rapports à la terre et aux territoires, tout en suscitant des formes d'action collective, de conflit et de création politique. Il s'agit d'interroger les dispositifs qui rendent possible la mise en visibilité de l'extractivisme, du droit foncier à la cartographie, des infrastructures au discours de la transition énergétique, ainsi que les résistances qu'ils engendrent, dans leur dimension matérielle, symbolique et politique. Nous souhaitons donc croiser théoriquement, à partir des travaux empiriquement situés, issues des sciences sociales, des humanités environnementales, du droit, de l'anthropologie politique, de la géographie critique, de la sociologie des mobilisations, afin de penser la terre comme espace de conflictualité, d'invention et de recomposition.

Les propositions de communication peuvent porter sur des terrains situés dans le Nord ou dans le Sud global, et aborder les enjeux liés aux politiques foncières, à la souveraineté territoriale, aux formes de gouvernementalité extractive, aux conflits liés à l'accès aux ressources, aux mouvements (sociaux) en lien avec les questions de justice environnementale, ou encore aux des récits, des mémoires et de pratiques ethnographiées sur les formes de résistance à l'extractivisme. Les contributions interdisciplinaires, comparatives ou issues de collaborations entre enseignant.e.s, chercheur.e.s et militant.e.s sont vivement encouragées.

19. Du caractère politique des articulations art-SHS dans les études africaines : des perspectives décoloniales ?

Léonce Noah (leoncenoah04@gmail.com, doctorant arts spectacle vivant, artiste-chercheur, chorégraphe, Université Paul-Valéry Montpellier 3) et Roxane Favier de Coulomb (roxane.favierdecoulomb.pro@gmail.com, Université Paris Cité)

“L'enquête CASSAF, conduite dans le cadre d'un postdoc au GIS études africaines en France de novembre 2024 à Juillet 2025, avait pour objectif de recenser les projets articulant art et sciences humaines et sociales dans le champ des études africaines et d'analyser les enjeux éthiques et épistémologiques qui les animent, relatifs entre autres aux nouveaux rapports aux – et conditions de production des - arts et des savoirs. Dans un contexte mondial toujours marqué par des rapports de domination et inégalités, comment palier les dissymétries induites par les intégralités d'accès à la mobilité internationale ainsi que par une recherche et des actions culturelles globalement mieux financées, visibilisées et étiquetées légitimes au “Nord” et/ou par le “Nord” ? Ces dissymétries favorisent ou plus fortement génèrent des dynamiques extractivistes et maintiennent un ordre bien établi des perspectives dans la production des arts et des savoirs : du Nord vers les Suds. Les articulations et collaborations art-science peuvent-elles contribuer à lutter contre ces dynamiques extractivistes et au renversement des perspectives, enfin participer à la vaste entreprise de décolonisation des sociétés ? Recherche-action, recherche-collaborative, articulation art-science, toutes ces démarches proposent de transcender les frontières disciplinaires, permettant de redonner la parole aux “subalternes” en légitimant et visibilisant leur point de vue hors des cadres épistémologiques rigides des sciences

académiques classiques, ainsi que de leur redonner la main sur la circulation la production et la visibilisation (ou non) des savoirs et des arts sur leur propre société à l'échelle internationale.

C'est dans cette dynamique que s'inscrit le projet de recherche-creation "Broukabrou Relâche : écrire, danser et transmettre depuis les Afriques. Une méthode indisciplinée de création et de formation ". Conçu par Léonce Noah, artiste-chercheur et chorégraphe d'origine ivoirienne inscrit à l'Université Montpellier 3 en France, le "Broukabrou-relâche" comme méthode de création s'est développée entre la Côte d'Ivoire, le Congo et l'Allemagne. À la fois programme de formation indisciplinée, espace de recherche-action et lieu de production artistique, *Broukabrou Relâche* engage une pensée du corps située, une pratique du désapprentissage, et une relecture des dispositifs de transmission, en particulier dans les zones à ressources réduites.

En défiance des normes institutionnelles, *Broukabrou Relâche* revendique une puissance poétique et politique du geste chorégraphique. Loin des cadres disciplinaires établis, il s'agit de penser et faire le mouvement à partir de l'expérience, du terrain, et des urgences vécues par les jeunes artistes sur le continent. La méthode se nourrit aussi bien des savoirs situés que des intuitions collectives, des espaces publics que des marges académiques.

A partir de cette démarche, le panel recentre la focale des articulations art-SHS autour des arts du spectacle impliquant le corps, en s'inscrivant dans une volonté de croiser les perspectives des études africaines, des pratiques performatives, et de (l'anthropologie) du geste. Il rassemblera des chercheur·e·s et artistes impliqué·e·s dans la recherche-crédation et les pédagogies alternatives sur le continent. À travers des communications mêlant réflexions théoriques, récits d'expériences, et extraits de travaux artistiques (vidéos, carnets, archives de création), cet atelier vise à contribuer à une épistémologie indisciplinée du geste artistique et de la pensée scientifique en Afrique.

20. Extractivismes des marges, extractivismes à la marge. Quand la « science pour le développement » (S4D) fabrique la marchandise.

Gérard Amougou (amou_gerard@yahoo.fr, Université de Yaoundé II) et Marc Poncelet (marc.poncelet@uliege.be, Université de Liège)

Ce panel a pour ambition de présenter des expériences de terrain aux marges des grandes aires et domaines d'extraction pour aborder empiriquement des arènes qui prennent forme dans les marges du capitalisme-monde où des valeurs d'usage se transforment en valeurs marchandes sous l'étendard de la coopération scientifique internationale, « Science for Development (S4D).

L'objectif ici est de saisir, sur le front pionnier du marché mondialisé dirait-on, des arènes et processus très concrets qui participent de la transformation de biens/services de valeur d'usage (voire de biens sans aucune valeur du tout pour les populations locales) en biens/services marchands. Certes le commerce est universel et le capitalisme a existé en maints endroits avant l'hégémonie du mode de production capitaliste. Une noix de baobab vendue sur un marché sahélien n'est pas un Coca-Cola vendu à Los Angeles. En termes d'extraction, ce seraient même des antithèses dans un continuum. Mais parler d'extraction suppose à tout le moins de fabriquer une valeur d'échange.

Ces processus, installés de longue date au cœur du capitalisme historique et sa reconfiguration Asie-Pacifique sont naissants dans ses marges, que celles-ci soient géo-historiques, culturelles, de marché de production ou de consommation. En témoigne, à la suite de l'Amérique andine, la frénésie africaine actuelle des initiatives universitaires de transformation alimentaire doublée dans certains cas d'une fringale de certification, de brevets, de labels d'authenticité ... et de numérisation. Renforcer, créer, structurer, étendre des marchés est un maître-mot de S4D. Et il semble vain de s'y opposer : no sustainable alternative ... to commodification ?

Les activités de toutes sortes de spin-off, startup universitaires, parfois aventureuses, ainsi que de certaines ONG internationales qui entendent sortir des pièges du don et de la prescription en témoignent tout autant. Des labos universitaires souvent doublés de bureaux d'étude ou d'ONG locales convaincues d'agroécologie ou d'agriculture familiale en sont parfois les initiateurs et acteurs principaux. Ne cherchez pas Alibaba, Tata International, Paypal, Unilever ou d'autres firmes globales dans les coulisses ! Les voies de la S4D à la marge sont souvent non market, pro-poor, pro-genre, environnement friendly et portées par l'objectif d'empowerment communautaire ou collectif.

Aux suds, S4D relève de stratégies entrepreneuriales d'exploitation de niches ou de situation de rente scientifique de certains laboratoires universitaires locaux ou coalitions locales. Ces stratégies rencontrent des stratégies d'internationalisation du capital scientifique de quelques centres de recherches étrangers. Les petits acteurs de S4D des suds et des nords sont soumis à des contraintes spécifiques de subsidiation publique et surtout de valorisation dans des carrières re-balisées à la faveur de deux décennies de transit du concept de recherche vers celui d'innovation.

De plus en plus soumises à l'exigence de résultats « tangibles » par tous les partenaires de la coopération scientifique et du développement, les universités participent avec enthousiasme souvent, à leur corps défendant parfois, à cette fabrication de valeurs d'échange inédites. Participative, réflexive, ouverte aux SHS et autres qualités requises pour écrire des « théories du changement », S4D introduit des représentations, des gammes d'opportunités et d'intérêts, des acteurs, des logiques sociales inédites et des institutions qui s'installent et sont négociés dans les jeux locaux (locaux ou institutionnels) même lorsque les objectifs visés ne sont guère réalistes et les résultats peu crédibles.

Les contributions souhaitées seront des études de cas ou de secteur et traiteront des rôles, des registres, logiques, acteurs et réseaux scientifiques (nationaux et internationaux) et coalitions plurielles S4D qui participent, consciemment ou non et avec des succès très inégaux à cette extension du champ de l'extraction dans les confins du capitalisme global en bricolant des marchandises potentielles inédites.

Loin de considérer des sciences folles, cyniques ou inféodées aux méga-puissances des marchés, il s'agit donc d'examiner de près comment des acteurs scientifiques singuliers, souvent intégrés dans des coalitions regroupant des acteurs divers (ONG, Bureaux d'études, organisme publics, start-up, organisations rurales, entreprises) participent de ces processus de marchandisation à la marge qui labourent le terrain et sèment quelques graines.

21. Sources et (mise en) ressources. La fabrique des informat.eur.rice.s privilégié.e.s

Pauline Jarroux (Lamc ; ULB), pauline.jarroux@gmail.com

Jennifer Lorin (Dept. of Cultural Anthropology and Ethnology ; Uppsala University), jennifer.lorin@antro.uu.se

Brice Molo (Dpt. of Sociology, ICP- FASSED), bricemolo@yahoo.fr

Qu'elle soit conduite dans sa propre société ou dans une autre, la recherche qualitative conduit fréquemment les chercheur.e.s à s'entourer d'un.e ou plusieurs informateur.rice.e.s dit.e.s « privilégié.e.s » – c'est-à-dire des personnes habilitées, ou que le.a chercheur.e habilite, à « parler sur » la société ou les phénomènes étudiés. Bien que ces figures soient familières du travail ethnographique, et communes à plusieurs disciplines des sciences humaines et sociales, leur place demeure pourtant relativement opaque. Ni tout à fait enquêté.e.s ni tout à fait pair.e.s, les informat.eur.rice.s privilégié.e.s occupent une position « tierce » dont les contours sont souvent flous. Si plusieurs auteur.e.s y ont consacré des travaux variés (entre autres, Casagrande : 1960 ; de Surgy : 1988 ; Sanjek : 1993 ; Debaene : 2019 ; Eriksson Baaz & Utas : 2019 ; Selim : 2021) la place de l'informat.eur.rice privilégié.e demeure souvent abordée de manière périphérique, comme un aspect technique ou pragmatique du travail de terrain, quand elle n'est pas tout simplement cachée, en raison des enjeux qu'elle soulève, en termes d'éthique de la recherche ou d'épistémologie des savoirs.

Ce panel tire parti du mouvement d'analyse critique et réflexif sur les inégalités structurelles dans la recherche académique (de Sousa Santos : 1994 ; Lonsdale : 2005 ; Connell : 2007 ; Hammar : 2021 ; Deridder & *al.*: 2022). Il entend poursuivre, en les élargissant, les interrogations sur la place et le rôle de ces informat.eur.rice.s dans les pratiques d'enquête et de production du savoir, au prisme de la notion d'extractivisme. Dans quelle mesure et par quels moyens, la source devient-elle ressource ? Jusqu'où penser cette singulière relation d'enquête comme celle d'une « mise en ressource » d'un type particulier ? Qu'est-ce-que ce cadrage théorique permet-il de dévoiler, ou au contraire d'obscurcir, des logiques de production et de consommation qui la sous-tendent ?

Il s'agira, classiquement, d'interroger ce que ces informat.eur.rice.s « font » à l'enquête et aux modes de production du savoir, mais aussi ce que les chercheur.e.s « font » de ces individus et de leur parole, tout en ouvrant la réflexion à ce que la relation d'enquête « fait » aux informat.eur.rice.s.

Un premier ensemble d'interrogations porte sur le statut particulier accordé aux informat.eur.rice.s privilégié.e.s : sur « quoi » se fonde la « valeur » qui leur est accordée ? Qui (le ou la chercheur.e, d'autres chercheur.e.s, les enquêté.e.s, les « locaux ») les distingue alors des autres, et sur quelles bases ? Ces questions invitent à une réflexion sur les sources et les procédés à partir desquels le.a chercheur.se constitue celles-ci en ressources, c'est-à-dire en « réservoirs » de données dont l'exploitation permet de produire de la science. Il y a dans ce rapport à la source une question importante sur la valuation (Dewey : 2008) et le potentiel heuristique de sa parole.

En prolongement, on peut interroger la manière dont leur statut d'informat.eur.rice privilégié.e participe en retour à produire de la valeur (qu'il s'agisse d'un surplus de légitimité, de ressources économiques tirées du monnayage de ses « informations », etc.) pouvant contribuer à anoblir leur position sociale, ou, au contraire, à les marginaliser (parce qu'associés au traitre, au profiteur, etc.). Et qu'en-est-il des situations d'« épuisement » de la ressource, liées par

exemple à une fatigue vis-à-vis des sollicitations plurielles, éventuellement successives, de la recherche ?

On pourra également questionner le statut particulier attribué cette fois à leur parole, distinguée des discours d'autres enquêté.e.s en raison de leurs qualités réflexives, ou de leurs prétentions holistiques, qui leur confèreraient d'emblée une plus grande « neutralité ». Pour ces raisons, la parole de l'informat.eur.rice privilégié.e peut souvent faire l'objet d'un moindre travail d'objectivation, étant parfois « extraite » moins comme matière première à transformer que déjà finie. Comment rendre compte, dans le travail d'écriture, du statut épistémologique singulier de ces discours ? Comment tenir compte, malgré tout, des rapports de pouvoir et de la dimension située de leurs propos ?

Enfin, un dernier axe interroge la place des informat.eur.rice.s dans le travail d'analyse et d'écriture. Quelle part leur accorde-t-on dans l'élaboration des hypothèses ? Jusqu'où leur confie-t-on nos hypothèses, nos éléments d'analyse ? Comment leur parole est-elle incorporée – ou non – dans les textes, articles, contributions scientifiques ou de valorisation ? Et que deviennent ces éléments pour ces informat.eur.rice.s ? Entre appropriation, réappropriation et mise à distance, cette phase du travail soulève des enjeux de pouvoir, de reconnaissance et d'invisibilisation.

22. Controlling Knowledge: Figures and Modes of Domination in West African Artisanal Gold Mining

Hugo Dory-Cros (hugodorycros@gmail.com, Ph. D. candidate in anthropology, École des Hautes Études en Sciences Sociales, EHESS) and Francis Arthur-Holmes (francis.arthur-holmes@port.ac.uk, frarthur88@gmail.com, PhD, Senior Research Fellow, University of Portsmouth)

In West Africa, the expansion of Artisanal and Small-Scale Gold Mining (ASGM) over the past two decades has reconfigured local economies, territorial control, and social hierarchies. This panel proposes to examine one of the most central mechanisms of power in these extractive frontiers: the control of knowledge. In spaces where mining knowledge was historically marginal, new gold rushes have catalyzed the arrival of actors who possess or claim forms of expertise - be it geotechnical, logistical, organizational, or religious. These “knowing outsiders,” often from neighboring regions or countries, have become powerful figures within mining sites, reordering lines of legitimacy and producing new dependencies.

Knowledge, in this context, is not only a technical resource; it is a political force. It enables those who master it to define how mining is done, who participates, how work is organized, and who earns what. In addition, knowledge is a socio-cultural force that shapes mode of production and its diffusion pathways in mining spaces, especially ASGM settings. This panel seeks to interrogate how different types of knowledge - formal or informal, written or embodied, certified or clandestine - are mobilized to establish authority and maintain control over people, resources, and labor.

We are particularly interested in how the deployment of knowledge intersects with broader dynamics of domination. Some actors, often migrants, use school-based or administrative knowledge (literacy, maps, regulations, technical manuals) to position themselves as experts,

facilitators, or intermediaries with the state or international partners. Others, with no formal education, draw on embodied experience and secret know-how, how to identify gold-bearing rock, how to charge explosives, how to negotiate with chiefs or bypass controls - to monopolize key positions in mining operations. In both cases, the knowledge is often carefully guarded, selectively transmitted, and strategically performed to maintain asymmetries of power.

This panel invites papers that explore the following themes:

- How is mining knowledge produced, protected, and transmitted within ASGM sites?
- What are the social and political consequences of asymmetries in access to knowledge?
- How do “knowing outsiders” gain authority over indigenous or local populations?
- How is learning negotiated by youth, women, or marginalized actors seeking entry into the mining economy?
- How do different theoretical framings of gender in ASGM shapes mining knowledge and power dynamics over mineral governance?
- What happens when multiple regimes of knowledge - local, technical, bureaucratic - collide or compete?
- How do struggles over knowledge shape broader issues of governance, legitimacy, and inequality?

We welcome contributions grounded in ethnographic, historical, or interdisciplinary fieldwork in West African mining contexts. Comparative approaches across countries or mining regimes are encouraged. We also invite papers that engage critically with theoretical approaches to knowledge and power, drawing from authors such as Michel Foucault (1977), Jean-Pierre Olivier de Sardan (2008), David Beetham (1990), Jeffrey Herbst (2015), and more recent literature on the anthropology of mining and technics (Luning 2014; Coupaye 2022; D’Avignon 2022 ; Arthur-Holmes et al., 2023). On discourse on gender and women in ASGM settings, current literature highlights how gender is theoretically framed as engender force from material, sociocultural and spatial forces that impact economic, health and safety outcomes of outcome of women in ASGM zones (Arthur-Holmes and Matey, 2025). Thus, we also invite papers to use empirical evidence from West Africa and other African regions to engage with this theoretical framework of gender dimensions of and knowledge production in ASGM.

By centering the panel on the control of knowledge, we seek to open a space for rethinking the political economy of artisanal mining beyond extractive labor and state regulation. We aim to illuminate the epistemic foundations of authority and the micro-struggles through which expertise is constituted, contested, and institutionalized in gold mining frontiers.

23. (II)Littérature et extractivisme : enjeux, résistances et réappropriations

Erdmute Alber (Erdmute.Alber@uni-bayreuth.de, Enseignante-Chercheuse à l’Université Bayreuth et LASDEL) et Issifou Abou Moumouni (Issifou.Abou-Moumouni@uni-bayreuth.de, LASDEL)

En dépit de leur coexistence dans de nombreux pays en Afrique, la (il)littératie et l'extractivisme sont rarement mis en réflexion simultanément. Pourtant, les logiques extractivistes se déploient désormais au-delà du domaine économique pour intégrer les processus de dépossession culturelle, linguistique et cognitive. De ce fait, elles affectent les capacités des communautés à lire, écrire, comprendre et interpréter les dynamiques qui les traversent. Dès lors, la littératie devient un enjeu fondamental de pouvoir, de résistance et d'autonomie. La (il)littératie est ici perçue dans une perspective hautement dynamique, relationnelle et contextuelle. Elle est comprise comme une situation largement influencée non seulement par les trajectoires individuelles, mais aussi par des contextes et même des politiques publics. Sans la production sociétale de la littératie – par des normes et standards, mais aussi la scolarisation obligatoire – l'illittératie, comme déficit et/ou manque de connaissance, n'existerait pas.

Plusieurs pays dans lesquels s'observent les pratiques d'extractivisme, en raison de leur richesse en ressources naturelles, se caractérisent par une présence non négligeable de personnes avec peu ou sans compétence en littératie sous ses multiples formes. Cette réalité, même si elle est souvent banalisée voire même ignorée, offre tout de même la possibilité de penser à une corrélation implicite entre la (il)littératie et l'extractivisme qui semblent s'alimenter mutuellement. D'une part, le maintien des diverses formes d'illittératie peut favoriser le déploiement de modèles extractivistes à travers le blocage des velléités de résistances et de protestation ainsi que la limitation de l'accès aux outils juridiques et critiques permettant de contester ces pratiques. D'autre part, l'illittératie peut être perçue comme une conséquence structurelle de modèles extractivistes qui écartent les populations des circuits de richesses, de connaissance, d'éducation et de participation politique. En considérant que les logiques extractivistes ont tendance à affaiblir, invisibiliser ou subordonner les formes locales de savoir, de narration et d'alphabétisation, il est loisible de s'interroger sur les formes de littératie valorisées, ignorées ou détruites par l'extractivisme.

Dans le contexte de la forte pénétration du numérique dans les pratiques quotidiennes, il est envisageable de penser à l'émergence de nouvelles formes d'extractivisme qui peuvent alimenter et être alimentées par de nouvelles formes de (il)littératie. L'illittératie numérique peut favoriser l'extractivisme numérique qui prend en compte l'extraction des données personnelles à des fins économiques, de contrôle et de surveillance. Ce panel se propose d'interroger les rapports entre la (il)littératie et l'extractivisme dans leurs multiples formes. Le but est d'ouvrir un espace de réflexion interdisciplinaire pour penser autrement les liens entre ressources, éducation et pouvoir. Ce panel a pour objectifs de : a°) Explorer comment l'extractivisme affectent les processus de « (il)littératisation » dans leurs multiples formes ; b°) Interroger comment l'absence ou la faiblesse de systèmes éducatifs inclusifs favorise l'installation de logiques extractives ; c°) Identifier les possibles continuités observables entre l'extractivisme de ressources naturelles et l'extractivisme symbolique et d°) Comprendre comment la littératie est-elle mobilisée à des fins de résistance à l'extractivisme.

Principaux axes

Nous invitons les propositions de communication (surtout empiriques mais aussi militantes) autour des axes suivants :

- (Il)littératie comme instrument politique du capital extractif

- Genre, littératie et résistance aux projets extractifs
- Impacts de l'extractivisme sur les systèmes éducatifs formels, informels et non formels
- Digitalisation et exploitation des données personnelles
- Littératie et pratiques de résistance à l'extractivisme

24. Les régimes de la dépossession foncière et des ressources naturelles. Rationalités, processus et normes pratiques.

Elieth Eyebiyi (NMBU & LASDEL), Ibrahima Poudiougou (NMBU)

Mail de contact : eelieth@yahoo.fr

Les pays des Suds sont particulièrement touchés par les questions d'extractivismes, qu'ils soient agricoles, miniers, intellectuels ou autres. Ceux-ci constituent des modes majeurs d'expression du capitalisme contemporain en même temps qu'ils génèrent des effets pervers nécessaires à décrypter à l'aide d'exemples empiriques et de comparaisons productives. Produits par diverses conceptions, ils mettent en branle des acteurs de divers statuts dotés de rationalité mais aussi de diverses formes de pouvoirs mobilisées pour organiser la dépossession des éléments de la nature. Ce panel s'intéresse spécifiquement aux extractivismes dans les Suds à partir de la dépossession des ressources naturelles, notamment la terre, l'eau (lacs, rivières, fleuves, mers), l'énergie (production éolienne, production pétrolière, puits de carbone) ou encore les ressources du sous-sol (mines). En proposant d'examiner à la fois de manière historique et empirique diverses expressions de la dépossession, le panel ambitionne poser un regard socioanthropologique nouveau sur les modes de possession, dépossession et repossession qui innervent les logiques contemporaines de l'accumulation. Il postule la violence comme un facteur inhérent, sous toutes ses formes, à tout processus de dépossession et entend offrir un cadre pour l'examiner en fonction des contextes.

1- Législation, normes pratiques et processus

Les phénomènes de dépossession peuvent être facilités par des législations spécifiques qui créent le terrain favorable à l'expulsion massive, violente ou non des populations locales. Il s'agira d'examiner les différents régimes de dépossession que nourrissent les logiques d'accumulation foncière, mises en œuvre à la fois par les migrants, mais aussi des groupes organisés ; ainsi que des ressources naturelles. Comment ces régimes de dépossession s'articulent-ils avec le droit ou les normes pratiques ? Dans quelle mesure le droit et les normes pratiques (dé/re) structurent les processus d'accumulation, de dépossession et de redistribution des ressources naturelles, et que font-ils aux sociétés concernées ?

2- Acteurs, Agencéité et Violence

Les processus de dépossession génèrent de manière rétroactive diverses formes de violence (silencieuse, symbolique, armée, etc.). Il s'agira ici d'examiner avec des études empiriques situées à l'échelle locale, nationale ou transnationale dans quelle mesure la violence notamment jihadiste est-elle produite, mobilisée ou se déploie-t-elle pour consacrer le processus extractiviste, le consolider ou même y résister. Comment les différents acteurs se mobilisent ils

pour engager la violence dans leurs interactions autour des phénomènes de dépossession ? Dans quelle mesure la dépossession peut-elle en retour nourrir la violence ?

Land dispossession and exploitation of natural resources. Rationalities, processes and practical norms in the Southern regions.

The southern countries are particularly affected by issues of extractivism, whether agricultural, mining, intellectual or otherwise. These are significant modes of expression of contemporary capitalism, whilst simultaneously engendering perverse effects that must be deciphered with the aid of empirical examples and productive comparisons. These actors, who occupy a range of social positions, are endowed with rationality and diverse forms of authority that they utilize for the purpose of organizing the appropriation of components of the natural world. This panel focuses specifically on extractivism in the Global South, based on the dispossession of natural resources, notably land, water (including Lakes, rivers and seas), energy (including wind power, oil production and carbon sinks) and mineral resources (including mines). By examining various expressions of dispossession both historically and empirically, the panel aims to take a fresh social anthropological look at the modes of possession, dispossession and repossession that inform contemporary logics of accumulation. The panel posits that violence is an inherent element of all processes of dispossession, and the objective is to provide a framework for its examination depending on each context.

1- Law, Practical norms and processes

Legislation can facilitate phenomena of dispossession by creating the groundwork for the mass expulsion, violent or otherwise, of the local population. The objective of this study is to analyze the various systems of dispossession that have been instigated by the accumulation of land, both by migrants and organised groups, as well as by natural resources. It is important to ascertain the manner through which such systems of dispossession are associated with legal frameworks and prevailing standards of conduct. How do these regimes of dispossession relate to law or practical norms? To what extent do law and practical norms (de /re) structure the processes of accumulation, dispossession and redistribution of natural resources, and what do they do to the societies concerned?

2- Actors, Agency and Violence

The processes of dispossession have been shown to retroactively generate various forms of violence (silent, symbolic, armed, etc.). Empirical studies at local, national and transnational levels will examine the extent to which violence, particularly jihadist violence, is produced, mobilized or deployed to entrench, consolidate or even resist the extractivist process. How do different actors mobilize to engage violence in their interactions around phenomena of dispossession? To what extent can dispossession in turn fuel violence?

25. Derrière l'extractivisme des ressources naturelles, le travail d'extraction de la vie au sein des populations riveraines des sites

Par Claude Abé, Professeur de sociologie et d'anthropologie, Ubuntu Institute-IRESMA (Institut de Recherches et d'Etudes pour les Mondes Africains), Faculté de Sciences Sociales et de Gestion, Université Catholique d'Afrique centrale, claudeabe6@gmail.com

Ce panel est fondée l'hypothèse selon laquelle en exploitant les ressources naturelles, l'on soumet à la violence et compromet l'existence quotidienne des populations dont les modes de vie dépendent de l'accès auxdites ressources. L'exploitation des ressources naturelles comme les forêts, les minerais comme l'or, le coltan, le fer, la bauxite, le néo-pastoralisme, etc. permet de vérifier cette conjecture.

L'exploitation des ressources naturelles monopolisent l'attention sur l'extractivisme. Il s'agit tantôt de protéger pour préserver la biodiversité tantôt d'exploiter pour le bien commun. A cause de la subalternisation de leur potentiel écologique, les savoirs locaux et les modes de vie qui leurs sont associés sont disqualifiés et méprisés à telle enseigne qu'un rapport de force s'engage entre l'extractivisme à l'œuvre et les populations locales parce que le succès de celui-ci est conditionné par l'extirpation des modèles d'existence de celles-ci. Ce rapport de force touche jusqu'aux représentations que lesdites populations élaborent pour intégrer l'innovation de statut subie par les ressources naturelles qui, avant leur exploitation constituaient tout simplement un domaine communautaire.

Pourtant, pour les groupes sociaux riverains la vie quotidienne n'est pas envisageable sans l'accès aux ressources naturelles qui font l'objet de ce monopole et de cette requalification collective. De la sorte, la dépossession de ce que les populations locales considèrent comme *leurs ressources naturelles* se double d'un travail d'extraction de leurs modes de vie ainsi que de la vision du monde qui les informe. Le questionnement porte ici sur l'adoption de nouveaux registres et normes d'action dans des activités séculières comme la chasse, l'agriculture, l'élevage, etc. Ce qui est questionner ce sont les formes d'ajustement de soi en conflit avec l'enracinement collectif d'hier, les adaptations contraintes qui s'opèrent dans leur rapport aux trajectoires structurelles des groupes sociaux riverains.

Ce panel documente la manière dont les populations locales sont soumises à l'épreuve de l'extractivisme forestier et comment elles la négocient.

-D'une part, l'on propose d'interroger les incidences de ces perturbations, notamment les choix opérés par les acteurs sociaux et leurs conséquences, sur la pérennisation du mode de vie du groupe social, celles débouchant sur l'extraction de la vie d'une trajectoire pour une autre. L'on pourrait par exemple documenter les reconversions « professionnelles » à l'instar de celles des peuples autochtones à l'agriculture, à de nouvelles pratiques cynégétiques, etc. ou encore le basculement dans les activités aurifères de communautés agricoles, celui des bergers dans le néo-pastoralisme, etc.

-D'autre part, le panel s'intéresse aux réactions pour articuler la résilience à travers des initiatives de lutte ayant pour horizon de référence *le rejet du rejet des perturbations de l'extractivisme* de manière à reprendre la main sur son devenir, c'est-à-dire à être en mesure de formuler ses propres choix et, partant, de construire sa propre trajectoire nonobstant l'agressivité des activités extractives ayant les ressources forestières pour terrain.

26. Ressources naturelles et extractivisme en Anthropocène : un regard situé sur les micropolitiques depuis la RDC

Aymar Nyenyezi Bisoka (Aymar.NYENYEZIBISOKA@umons.ac.be, Université de Mons), Lionel Bisimwa Matabaro (Lionel.BisimwaMatabaro@student.umons.ac.be, Université de Mons) et Rose Ukeci Uwodha (Rose.UKECIUWODHA@umons.ac.be, Université de Mons)

Les débats contemporains sur l'extractivisme révèlent la multiplicité de ses dimensions économiques, politiques, culturelles, épistémiques et éthiques. Loin d'être une simple modalité de la modernisation, il apparaît comme un régime de pouvoir enraciné dans des logiques patriarcales, coloniales et marchandes, qui organise la domination des territoires, des corps, des savoirs et des conditions de vie, tout en redéfinissant les relations entre humains et non-humains. Historiquement promu par les institutions financières internationales à travers l'exportation de matières premières et l'intégration des pays du Sud à l'économie mondiale, l'extractivisme se pare aujourd'hui de rhétoriques renouvelées : développement durable, croissance verte, transition juste ou extraction "responsable". Ces discours masquent pourtant la persistance de logiques de domination et de destruction des territoires de vie, dont l'analyse est essentielle pour saisir les liens entre l'Anthropocène et l'injustice environnementale.

En République démocratique du Congo (RDC), nos recherches socio-anthropologiques sur les forêts, le pétrole et les minerais stratégiques montrent la nécessité de dépasser une lecture strictement macro-structurelle afin de comprendre ces liens. Cela suppose d'examiner comment des dynamiques extractives globales interagissent avec des rapports de pouvoir nationaux et se traduisent dans des pratiques locales : formes situées de savoirs, de soins au territoire, d'adaptation, de résistance et d'émergence d'alternatives. Cela implique aussi de porter une attention particulière aux micropolitiques qui émergent de ces pratiques dans la gestion et l'exploitation des ressources naturelles au niveau local.

Quatre études de cas illustrent cette approche : Ithiel Batumike analyse l'anthropologie des contrats miniers à partir du cas de la Gécamines, montrant comment les processus de contractualisation, dominés par des pratiques informelles, structurent en amont la dégradation environnementale et les conflits, marginalisant les communautés locales au profit des élites politiques. Rose Ukeci et Célia Carlier proposent une lecture critique des minerais stratégiques (or, uranium) en mobilisant le tournant ontologique, révélant comment des cosmologies vernaculaires articulent résistance, spiritualité et souveraineté territoriale. Lionel Bisimwa et Esther Borauzima explorent les micropolitiques de la conservation dans les parcs nationaux de Virunga et de Kahuzi-Biega, montrant comment la militarisation produit des formes de nécropolitique tout en suscitant des stratégies locales d'adaptation et de résistance. Parfait Kaningu et Aymar Bisoka examinent l'exploitation pétrolière à Muanda comme terrain d'écopolitique, soulignant l'exclusion des non-humains des cadres institutionnels et plaidant pour une justice écologique qui les intègre pleinement.

Ce panel invite à repenser l'extractivisme à partir de l'articulation entre dynamiques globales et micropolitiques locales, en intégrant savoirs situés, résistances et relations aux non-humains comme leviers d'une véritable transformation écologique.

27. Extraction et voix en tension : littératures, réflexivité et terrains post-extractifs

Amalia Dragani, amalia.dragani@ehess.fr, Marie Skłodowska-Curie Fellow, LAP, CNRS-EHESS)

Ce panel interdisciplinaire poursuit un double objectif. Il propose dans un premier axe d'analyser les représentations littéraires de l'extraction des ressources et de ses conséquences, en montrant comment la littérature décrit la dégradation écologique et sociale liée à cette exploitation ainsi que les résistances locales qu'elle suscite.

Les formes d'engagement des écrivains, depuis les romans et nouvelles miniers — à l'instar de *Germinal* d'Émile Zola, *Rosso Malpelo* de Giovanni Verga ou *Il Fumo* de Luigi Pirandello — jusqu'aux œuvres contemporaines (tels *Mene* de Ramón Díaz Sánchez ou *Villes de sel* d'Abdelrahman Munif), ont déjà suscité une abondante littérature critique (McDonald 2012; Miller 2021; Kinder, Szeman 2020; Wenzel 2006). Ce panel entend élargir la perspective en étendant l'analyse aux expressions de l'art verbal (poésie, chanson), des diverses formes de narration ainsi que du storytelling issu des traditions indigènes. Cet axe entend s'inscrire dans une réflexion élargie sur les héritages culturels, les dynamiques de résistance et les recompositions sociales propres aux configurations post-extractives. Il vise à interroger, dans une perspective interdisciplinaire, les modalités de mise en mémoire, les formes performatives du rapport au passé, les processus de patrimonialisation en cours ainsi que les manifestations contemporaines de l'oralité envisagée comme vecteur de transmission et de reconfiguration identitaire.

Deuxièmement, le panel propose une réflexion critique sur les logiques extractivistes inhérentes aux pratiques de recherche en anthropologie de l'oralité. Il s'attache à investiguer les conditions et les processus par lesquels des données linguistiques, des matériaux oraux, aussi bien que des savoirs poétiques et musicaux sont désincarnés de leur contexte culturel, relationnel et social, puis objectivés en textes ou en supports audio-visuels. Cette « extraction », opérée non seulement par les anthropologues mais également par divers acteurs extra-scientifiques tels que les entrepreneurs culturels, journalistes ou agents de renseignement, soulève des interrogations cruciales concernant la production des savoirs, les rapports de pouvoir asymétriques noués entre chercheurs, enquêtés et institutions. Par cette approche, il invite à repenser les appropriations culturelles qui s'exercent à l'ère digitale, en étendant la notion d'extractivisme au-delà de ses manifestations traditionnelles pour en révéler les implications politiques et sociales dans la production et la captation des savoirs et des ressources immatérielles.

En interrogeant les pratiques de collecte, d'archivage et de restitution déployées par les chercheurs, ce panel s'inscrit dans un cadre épistémologique qui interroge la condition de production des savoirs dans une perspective féministe et décoloniale, mettant en lumière les tensions entre extraction, représentation et éthique de la recherche. Le panel vise à ouvrir un espace critique qui valorise les voix provenant du Sud global, tout en encourageant des démarches réflexives susceptibles de questionner et de déconstruire les pratiques et hiérarchies académiques traditionnelles.

Les communications attendues pourront porter aussi bien sur le premier axe, en proposant une analyse approfondie des récits oraux ou écrits relatifs à l'extraction, que sur le second axe, à travers des retours réflexifs de terrain, des études de cas ou des analyses des méthodes participatives, notamment par le biais d'études multi-situées et de comparaisons entre les contextes du Nord et du Sud. Les communications pourront provenir de terrains géographiquement variés et de diverses disciplines telles que l'anthropologie, la linguistique, ainsi que les études portant sur la mémoire et le patrimoine, la littérature, la sociologie, la science politique ou encore l'histoire.

28. Perspectives académiques engagées sur l'extractivisme

Marie-Dominik Langlois, marie-dominik.langlois@inrs.ca, Institut national de la recherche scientifique (INRS)

La recherche en contexte extractif peut s'avérer un champ miné. Le juriste colombien César Rodríguez-Garavito (2011, p. 267) utilise l'expression social minefield (« champ de mines social ») pour se référer aux conflits socioenvironnementaux (Bebbington & Humphreys Bebbington 2009; Svampa 2019) qui se construisent autour de visions concurrentes quant à l'usage des ressources du sous-sol et à la surface du territoire. Ils constituent des champs au sens sociologique (Bourdieu, 2018) en raison des dynamiques d'interactions sociales et des rapports de force inégaux entre les compagnies et les communautés, par une présence limitée de l'État et par celle plus significative encore d'acteurs armés illégaux (Weitzner, 2017), ce qui en fait des terrains risqués. Ces conflits ne sont toutefois pas binaires : ils sont des zones d'enchevêtrements où s'entremêlent différents intérêts et perspectives (Bainton et Owen, 2019).

Quels sont les enjeux qui entrent en compte dans ces terrains de l'extractivisme qui sont minés par des risques, des inégalités de pouvoir et de savoirs entre les protagonistes d'un conflit social, de même qu'entre les interlocuteurs et la chercheuse? Ce colloque s'intéressera aux enjeux méthodologiques, épistémiques, éthiques et politiques découlant des conflits extractifs. Plus particulièrement, il souhaite discuter des enjeux associés aux approches de recherche dite collaborative, participative, engagée, autochtone, décoloniale, stratégique ou féministe.

Il sera question d'aborder de façon critique et réflexive l'engagement du chercheur ou de la chercheuse par « un processus de prise de conscience critique de soi, de réflexivité et d'ouverture au défi » (notre traduction, Smith, 1999, p. 166) , lorsqu'on appréhende un terrain « lointain ou exotique » (Bellier, 2002) marqué par une distance géographique entre le « Nord » et le Sud global ou encore par une distance sociale, comme le 4^e monde (Manuel et Posluns, 2019), qui représente les peuples autochtones.

Le colloque souhaite également analyser les enjeux méthodologiques de la recherche engagée, notamment en explorant les démarches de recherche collaborative ou participative ou encore l'application de méthodologies visant la décolonisation de la recherche telles qu'elles se développent dans le champ des études autochtones en Amérique du Nord (Asselin et Basile, 2012; Deloria, 2004; Nicholls, 2009) ou en Océanie (Smith, 1999). La décolonisation se présente comme un projet à long terme qui passe par la déconstruction des structures coloniales ainsi que de leurs effets sur les valeurs et normes qui encadrent la recherche (Smith, 1999). Pour l'anthropologue et membre de la nation Gitxaala Charles Menzies (2001), la recherche non autochtone en milieu autochtone doit obéir aux principes de dialogue, de consultation, de mixité des équipes de travail et de collaboration à toutes les étapes du processus : l'important est de cesser de subordonner les savoirs autochtones et de faire participer les autochtones aux décisions les concernant. Au Canada, les comités pour l'éthique de la recherche, les organismes subventionnaires et les communautés autochtones requièrent de plus en plus que la formalisation de protocoles de recherche entre ces dernières et les chercheurs et chercheuses afin de rompre l'impérialisme cognitif occidental (Battiste, 1998) et reconnaître aux Autochtones une participation active dans la recherche les concernant.

Ce désir de réparer les inégalités de pouvoir et de savoirs n'est pas exclusive à la recherche autochtone et marque également les études sur le genre et celles post-coloniales. Csupor et Ossipow (2002 : 141) postulent qu'une recherche ne doit pas renforcer l'asymétrie entre les acteurs et actrices du terrain et qu'elle doit de surcroît donner une voix aux personnes plus marginalisées, tout en portant une attention à ne pas faire ce que la féministe maya-chol Georgina Méndez (2013 : 57, citée dans Castillo, 2017 : 96) qualifie de ventriloquie coloniale, c'est-à-dire parler au nom des autochtones, et particulièrement depuis le milieu académique.

Puisque la relation ethnographique est marquée par un « rapport inégal qui se noue entre l'enquêteur et les enquêtés » (Fassin, 2008, p. 9) sur le plan épistémique, comment la recherche peut-elle contribuer à la justice épistémique (Piron, 2014) et à contribuer à favoriser un meilleur rapport de forces entre les subalternes sur le terrain et les groupes de pouvoir? Dans ce sens, Lana Ray (2012 : 86) appelle à considérer la recherche de façon stratégique pour les Autochtones, en portant une attention aux expériences contemporaines de colonisation et de résistance ainsi qu'aux risques susceptibles d'affecter les participants et participantes autochtones de sa recherche et en s'alignant à leurs objectifs anti-coloniaux et anti-oppression tout en cherchant à établir une relation plus équitable avec l'État.

Quels sont les rôles et les positions qui s'offrent aux chercheurs et chercheuses qui travaillent « sur, dans, avec le secteur minier » (Le Meur, 2014) ? Comme le soulève Marina Welker (2016), il existe de nombreuses positions éthiques et politiques à partir desquelles étudier les questions minières et aucune n'est entièrement confortable. Ballard et Banks (2003) invitent les chercheurs et chercheuses travaillant en contexte minier à s'engager dans une réflexion soutenue sur les implications et les conséquences de leurs interventions. Les auteurs soulèvent que la présence de conflits liés à la présence extractive s'est aussi transposée en une lutte interne au sein de la discipline anthropologique sur la nature et la portée des formes d'engagement appropriées quant à l'industrie.

Colin Filer (1999) défend le rôle d'« honest broker » (courtier ou courtière honnête) qui médie les relations entre les « stakeholders » (parties prenantes) afin de trouver une façon de leur permettre de tous co-exister. Alors que certains chercheurs prônent une neutralité ou objectivité héritée du positivisme, l'anthropologue David Hyndman (2001) avance que le chercheur ou la chercheuse se retrouvera forcément à choisir entre l'arbre ou l'écorce (entre la consultance pour la compagnie minière ou l'activisme pour le peuple autochtone).

Kirsch (2014, p. 221) invite les chercheurs à demeurer lucides quant au pouvoir des entreprises, et ce, afin d'intervenir de manière constructive dans les débats politiques sur les conflits extractifs. Il propose la recherche engagée en conflit minier (Kirsch, 2018) par laquelle le ou la chercheur.e entreprend des actions en appui aux peuples autochtones. Cela peut prendre la forme d'affidavits, de lettre d'opinion dans les médias, de conversations avec d'autres acteurs et même de pétitions permettant ensuite d'analyser les processus internes aux conflits extractifs. Par moments, la recherche engagée peut requérir de pratiquer le « refus ethnographique » (Kirsch, 2018) pour justifier la mise en suspens de certaines informations afin de ne pas leur nuire aux objectifs poursuivis par les acteurs du terrain (Coumans, 2011)

Comment se négocie la présence des chercheur.es avec les acteurs en lutte contre l'extractivisme? Comment se construit la relation et quels impacts amènent la recherche dans les terrains extractifs?

29. Données des sciences sociales du développement - archives du développement. Extraction - Restitution

Proposition de table-ronde (qui peut être rattachée à l'axe 4, sortir de l'extractivisme)

Camille Al Dabaghy, camille.al-dabaghy@univ-paris8.fr, MCF, Cresppa, U. Paris 8)

La recherche sur les projets ou politiques de développement amène les chercheurs à produire et collecter différents types de matériaux – notes d'observations, photographies, dessins, relevés topographiques, entretiens, documents. Qu'en font-ils d'autre que les chérir et les exploiter ? Dans quelle mesure pensent-ils aussi en assurer la sauvegarde dans le temps ? Envisagent-ils de les partager avec d'autres chercheur·es pour un réusage ? Pensent-ils à leur restitution, sous une forme ou une autre, aux groupes sociaux concernés ? Si oui, quels obstacles entrevoient-ils ? Sinon, pourquoi ?

Les chercheur·es en sciences sociales qui travaillent sur le développement sont en fait confronté·es à des enjeux qui leur sont à la fois spécifiques et non spécifiques, qu'ils soient étrangers ou non sur leurs terrains, qu'ils viennent du Sud ou du Nord global. D'abord, il y a des questions propres au partage des « données » ethnographiques : en bref, peut-on réellement partager des « données » ethnographiques ? Peut-on les détacher de leur contexte de (co-)production (Muller, 2021) ? Les séparer celles et ceux qui les ont produites comme telles ? Peut-on par ailleurs restituer des données sans accompagner leur appropriation (Vapnarsky, 2020) ? Ces questionnements liés à la possibilité de pratiquer l'ethnographie sous la modalité de « science ouverte » (Revelin et al., 2021), recoupent partiellement les questionnements sur la division internationale du travail scientifique et l'extractivisme épistémique, en fonction de la position qu'occupent les chercheur·es et leurs institutions de rattachement dans la « situation postcoloniale » (Deridder et al., 2022). Sans que ce soit exactement congruent, ils recroisent aussi des enjeux propres à des contextes archivistiques (et documentaires) spécifiques aux États et sociétés anciennement colonisés. Les politiques de collecte, conservation et communication d'archives par les institutions publiques dédiées (archives nationales, bibliothèques universitaires) ou les politiques de conservation de leurs archives par les différentes administrations publiques y sont variables (selon les pays et époques) et souvent défailtantes. Les chercheur·es qui ont collecté, de la main à la main, des documents produits par des acteurs privés ou publics et qui repartent, en capitale ou dans un pays occidental, avec les originaux ou des copies de ces documents, renforcent potentiellement cette incertitude : ils s'inscrivent en tout cas dans un vaste et ancien processus de déplacement et de dispersion des traces documentaires de l'histoire des groupes sociaux concernés, de leurs institutions et dynamiques collectives (Lowry, 2017). Ils s'inscrivent aussi, précisément, dans une configuration d'action collective et/ou publique dans laquelle les agences d'aide internationale au développement, les ONGI et les bureaux d'études étrangers n'ont, pour leur très grande majorité, aucune politique de sauvegarde sur place des données et documents (Al Dabaghy et al., 2025).

Nous proposons d'animer un débat sur ce que les chercheur·es font et pourraient faire de leurs matériaux documentaires d'une part, et de leurs données susceptibles de faire archives pour l'écriture de l'histoire des processus et politiques de développement d'autre part. Nous proposons de le faire avec des chercheur·es, des archivistes, des bibliothécaires et des ingénieurs d'études (cf. ci-après la liste des personnes qui seront sollicitées). Nous proposons

aussi de le faire sur la base d'une enquête préalable, par questionnaire et à distance, auprès des membres de l'Apad (en particulier des participant·es au colloque). Cette enquête serait un moyen de susciter l'intérêt pour cette réflexion. Et les résultats de l'enquête seraient discutés pendant la table ronde.